

Libération

ÉTÉ



BAPTISTE GIROUDON / PARIS MATCH SCOOP

**Drôle d'été pour
une rencontre
Mélenchon
aimanté par
Mitterrand**

CAHIER CENTRAL. 6 PAGES

**Assemblée
nationale
Six têtes pour
un perchoir**

PAGES 14-15



PIROCHKA VAN DE WOUW / REUTERS

**Commission
européenne
Le casse
Von der Leyen**

PAGES 6-7

ABBÉ PIERRE DÉCHU

Incarnation de la charité, le fondateur d'Emmaüs, mort en 2007, est accusé d'agressions sexuelles par sept femmes, selon un rapport commandé par son propre mouvement. **PAGES 2-5**

L'abbé Pierre, en 1984. PHOTO PIERRE MICHAUD / GAMMA RAPHO



M 00135 - 718 - F - 2,70 €

EDITORIAL

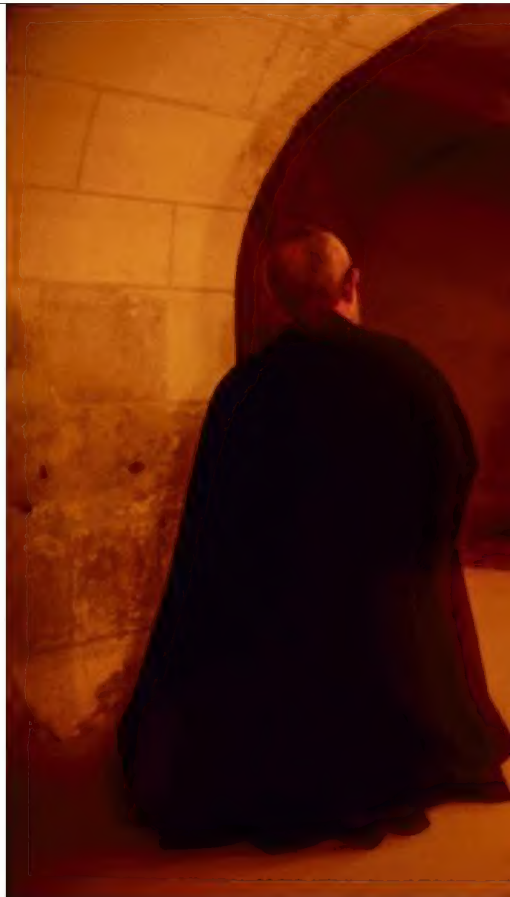
Par
LAUREN PROVOST

Croire

«J'ai l'habitude de me défendre. Mais là, c'était Dieu ! Comment vous faites quand c'est Dieu qui vous fait ça...» «Ça», ce sont des comportements pouvant s'apparenter à des agressions sexuelles ou des faits de harcèlement sexuel commis entre la fin des années 70 et 2005. «Dieu», c'est l'abbé Pierre, un mythe, une icône, longtemps personnalité préférée des Français pour sa lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Un prêtre canonisé par l'opinion, inlassable défenseur des sans-abri, contre qui sept

femmes témoignent aujourd'hui dans une enquête commandée par Emmaüs et la Fondation abbé Pierre elles-mêmes. Propositions indécentes, attouchements, baiser forcé... Les violences sexuelles dont témoignent ces femmes, des récits frappant de similitudes malgré l'impossibilité d'obtenir des réponses de la part du prêtre mort en 2007, sont douloureuses pour les associations qu'il a créées comme pour ceux qui croyaient en lui et en sa morale. «Mes amis, au secours...» a-t-on envie de crier en voyant ce nom s'ajouter à la longue liste de ceux qui ont abusé de leur pouvoir. Mais au-delà de la colère, ces révélations doivent nous permettre de mesurer le chemin parcouru pour la libération de la parole, dans la société et peut-être (on l'appelle de nos vœux) dans l'Eglise catholique. Avant #MeToo, ces femmes

n'auraient pas été écoutées. Sept ans plus tard, retenons que même «Dieu» n'est plus intouchable. Le témoignage d'une femme a déclenché une enquête, ouvrant la voie à d'autres. Emmaüs a eu le courage d'enquêter sur son «père» et de se tenir aux côtés des victimes. La Conférence des évêques de France a exprimé sa «douleur», sa «honte» et défend «le travail de vérité nécessaires» des associations. Si aucun signalement à la justice n'a été fait à ce stade et que l'Eglise a encore beaucoup à prouver et à faire pour les femmes victimes de violences, Emmaüs a lancé un appel à témoins et invite toute victime potentielle à se faire connaître. Cet épisode doit permettre à celles et ceux qui se taisent de trouver le courage de se manifester. Retenons qu'en cet été 2024, on croit les victimes. ◆



Violences sexuelles

Le rapport d'Emmaüs qui accuse l'abbé Pierre

Le prêtre, connu pour son combat contre la pauvreté et mort en 2007, est mis en cause dans un rapport commandé par son propre mouvement publié mercredi. Sept femmes ont témoigné pour des faits commis entre la fin des années 70 et 2005.

Par
LÉONARD CASSETTE

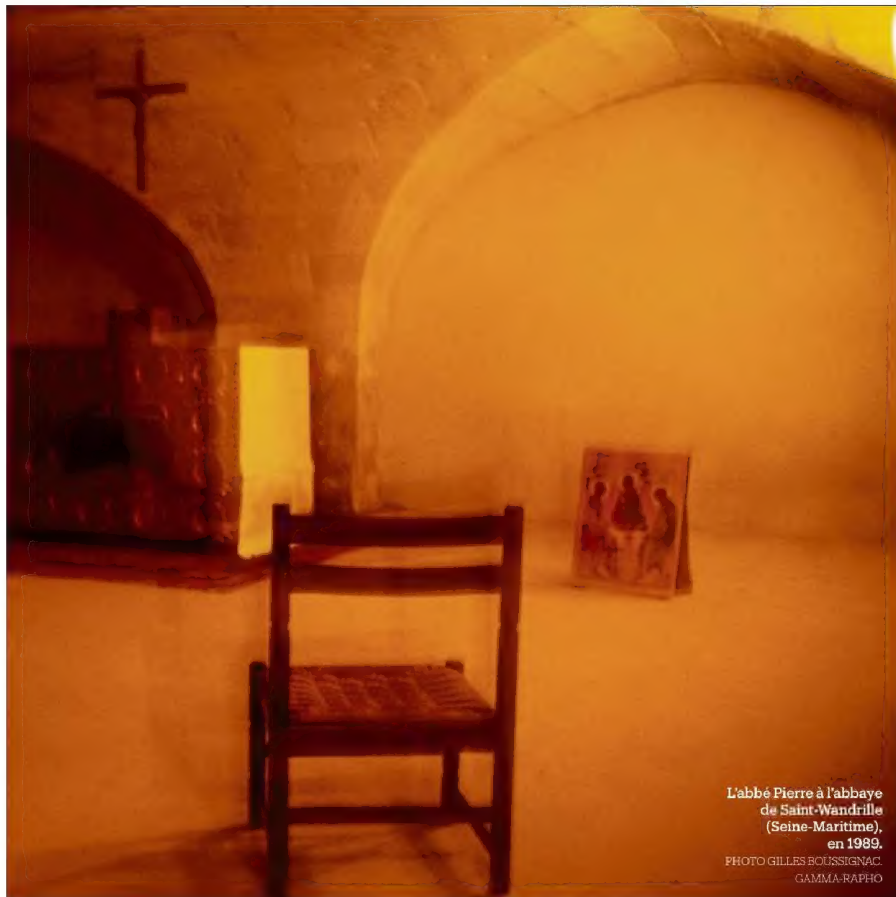
Une déflagration. L'abbé Pierre, figure de l'humanitaire catholique français, mort en 2007, est accusé d'agressions sexuelles sur des salariées, des volontaires et des bénévoles de certaines organisations membres du Mouvement Emmaüs, ou sur des jeunes femmes de son entourage personnel, selon un rapport indépendant commandé par Emmaüs International, Emmaüs France et la Fondation Abbé-Pierre publié mercredi. «Le Mouvement Emmaüs rend publics des faits qui peuvent s'apparenter à des agressions sexuelles ou du harcèlement sexuel, commis par l'abbé Pierre entre la fin des années 70 et 2005», indique un communiqué de l'organisation. Sept femmes ont témoigné contre le prêtre - Henri Grouès de son vrai nom - auprès du cabinet expert de la prévention des violences Egaé, mandaté par le Mouvement Emmaüs dans le cadre d'un «travail d'écoute et d'analyse». Selon le communiqué, l'une d'entre elles était mineure au moment des faits. Au

moins cinq autres femmes ont été identifiées comme ayant pu subir des faits de «violences». Ces dernières n'ont pas pu ou n'ont pas voulu être entendues.

«PÉCHÉ DE CHAIR»

Le rapport d'enquête, révélé par la Vie, commun aux trois organisations, indique que les faits rapportés se ressemblent d'une personne à l'autre. Ils concernent «des comportements inadaptés d'ordre personnel, une proposition sexuelle, des propos répétés à connotation sexuelle, des tentatives de contacts physiques non sollicités, des contacts non sollicités sur les seins» de la part du prêtre célèbre pour son engagement en faveur des démunis, des sans-toits et des sans-droits. Lui qui avait révélé en 2005 avoir commis le «péché de chair» à son confidant, le directeur du Monde des religions, Frédéric Lenoir.

Emmaüs France a été destinataire l'année dernière d'un premier témoignage à propos des comportements déplacés de celui qui fut longtemps la personnalité préférée des Français. Le Mouvement a alors pris la décision de **Suite page 4**



L'abbé Pierre à l'abbaye de Saint-Wandrille (Seine-Maritime), en 1989.

PHOTO GILLES BOISSIGNAC / GAMMA-RAPHO

Le long vœu de silence de l'Eglise catholique se dissipe

Les accusations à l'encontre d'une figure de la charité s'inscrivent dans un contexte lié à l'émergence de #MeToo au sein de l'institution.

Des fautes, l'abbé Pierre, monument national de la charité et figure révéralée du catholicisme, reconnaissait en avoir commis au long de sa très longue existence. Interrogé par l'essayiste Frédéric Lenoir, l'ancien député et résistant confessait que « la force du désir [...] m'est arrivé d'y céder de manière passagère », dans un livre présenté comme son testament spirituel, *Moi Dieu... pourquoi ? Petites méditations sur la foi chrétienne et le sens de la vie* (Plon), publié en 2005. Il y a près de vingt ans, ces quelques mots avaient déjà fait du bruit. Le religieux, de son vrai nom Henri Grouès, avait failli à son vœu de chasteté. Mais, à l'entendre, une fois ou l'autre, sans réelle conséquence.

Au regard de son grand âge et de l'œuvre accomplie, l'heure était à l'indulgence vis-à-vis du vieil homme, figure adulée en France, qui décédera deux ans plus tard, à l'âge de 94 ans. Sur l'abbé Pierre, les ragots, qui prennent désormais une autre signification, existaient. L'icône de la charité traînait derrière elle une réputation sulfureuse, celle d'aimer les femmes. Mais d'une manière particulièrement détestable à l'aune de ce que l'on apprend aujourd'hui. Et qui conforte, a posteriori, le fait que l'Eglise catholique n'entamerait jamais une procédure de canonisation du prêtre pour qu'il rejoigne le panthéon de ses saints.

Amertume. A la lumière de ce qu'a révélé, mercredi, un rapport indépendant – au moins sept femmes accusant Grouès de violences sexuelles et de harcèlement sexuel – la petite confession et maigre concession faite à Frédéric Lenoir au seuil de la mort ont plus qu'un goût d'amertume. Il y a quelques années déjà, des journalistes avaient été alertés par des té-

moins sur des faits s'apparentant clairement à des agressions sexuelles. Les victimes, elles, ne s'exprimaient pas, ce qui rendait impossible la publication de ces informations. Que reste-t-il désormais au milieu des ruines ? L'affaire de l'abbé Pierre n'est pas seulement celle de l'Eglise catholique. Elle provoque une déflagration comme les affaires Depardieu, Poivre d'Arvor, Jacquot et consorts. Même s'il était prêtre, un religieux dévoué aux plus dé-

munis, Henri Grouès appartenait à la caste des puissants, ceux qui pouvaient imposer leur volonté, en toute impunité, à des femmes qui souvent les admiraient. La notoriété du religieux, qui allait bien au-delà des frontières françaises et catholiques, a contraint les victimes au silence pendant des décennies. Les bouches cousues de ces femmes sont aussi une des composantes majeures de ce drame. S'en prendre à l'abbé Pierre, briser l'image de l'idole, réclame de la force. Et ce n'est qu'à la fin de leur vie qu'elles l'ont trouvée, pour aller chercher des oreilles attentives. Il a fallu le dévoilement d'une myriade de scandales et la chute de nombreuses icônes pour que leur parole puisse, un tout petit peu, s'exercer.

Scandales. Pour l'Eglise catholique, l'affaire de l'abbé Pierre est évidemment désastreuse. Tant bien que mal, elle est arrivée à faire la vérité, ces dernières années, sur la pédocriminalité. Notamment depuis la remise du rapport Sauvé en octobre 2021, qui a abouti à la mise en place de procédures d'indemnisation pour les victimes. Mais une autre vague la submerge en silence : celle d'un #MeToo catholique à bas bruit, ces violences sexuelles commises à l'encontre des femmes au sein de l'institution, un phénomène qui concerne particulièrement les religieuses dans les pays du Sud. En France et à Rome, l'Eglise catholique tente d'étouffer ces scandales tant qu'elle peut, même après le retentissement qu'a eu, en 2019, le documentaire d'Arte, *Religieuses abusées, l'autre scandale de l'Eglise*. Les deux victimes de l'ex-abbé Benoît Moulay, un prêtre de la puissante communauté de l'Emmanuel qui a été finalement renvoyé des ordres, peinent toujours à obtenir des réparations. Même si leur agresseur, lui, a été condamné, en bonne et due forme, par la justice interne à l'Eglise catholique.

Le dossier Marko Rupnik, un prêtre slovène et artiste mosaïste de renommée mondiale, est également emblématique des résistances de la hiérarchie. L'ex-jésuite, renvoyé officiellement de la Compagnie de Jésus, est soupçonné de violences sexuelles et spirituelles sur au moins une vingtaine de religieuses. Ses victimes ont bataillé plus de six ans pour obtenir l'ouverture d'une enquête par les instances ad hoc à la curie romaine tant Rupnik bénéficiait de protections, y compris de la part du pape François. Ses œuvres sont réparties dans plus de 200 chapelles, églises et sanctuaires. Notamment à Lourdes où début juillet, l'évêque du lieu Jean-Louis Micas, a dû renoncer, contrairement à son souhait, à recouvrir les mosaïques de Rupnik de la basilique du rosaire, tant les résistances internes sont vives. Les révélations concernant l'abbé Pierre vont-elles contraindre l'institution à prendre plus au sérieux les violences sexuelles commises à l'encontre des femmes ? Jusqu'à présent, elle les a minimisées, accusant même parfois la victime, selon de vieux schémas, d'avoir été la séductrice du prêtre. Pour la sociologue du catholicisme Céline Béraud, cette question est un grand tabou au sein de l'Eglise catholique. « *Bien plus que la pédocriminalité, elle remet en cause la sexualité des prêtres* », explique-t-elle.

« *D'une certaine manière, j'ai eu la vie d'un captif, disait dire l'abbé Pierre à Frédéric Lenoir. Lorsqu'on sait que quelque chose de détestable est irréalisable – puisse ma vie de moine, ensuite totalement absorbée par l'aide aux plus démunis, ne pouvait permettre une relation amoureuse – il faut l'écartier. Ne pas laisser le désir prendre racine. Je parlerai de servitude consentie.* » A l'aune du rapport publié mercredi, l'abbé Pierre n'a pas eu seulement eu la vie d'un captif. Il a mené aussi la vie d'un menteur. Et cela jusqu'au seuil de la mort. C'est dévastateur pour ceux qui l'ont admiré.

BERNADETTE SAUVAGET

Les bouches cousues de ces femmes sont une des composantes majeures de ce drame. S'en prendre à l'abbé Pierre, briser l'image de l'idole, réclame de la force.

Suite de la page 2 diligenter une enquête interne pour «mesurer l'ampleur des faits et leur nature». Douze personnes ont ainsi été entendues entre le 10 avril et le 5 juin 2024, de manière anonyme. De ces témoignages, recueillis par Caroline de Haas qui dirige le cabinet Egé, il ressort des exemples répétés de contacts physiques non sollicités. Dans cinq cas, ils concernent une «zone sexuelle», note le rapport : «Une fois, en 2005, nous

étions à Florence, il était alors en faucon roulant. Lorsque je suis allée le saluer, il m'a touché les deux seins», témoigne l'une des victimes. Une autre fait état d'une scène survenue entre 1986 et 1988 : «J'étais avec lui dans son bureau. [...] Pendant qu'on parle du travail, il pose ses mains sur mes seins. Ça m'a surprise, en même temps, je n'ai pas osé faire une réflexion.» Une troisième femme décrit un baiser forcé en 1982 à son retour d'un voyage en Italie à

la demande de l'abbé Pierre. Le prêtre est alors un proche de sa famille. Elle, à peine majeure : «Le dernier soir, au moment de lui dire au revoir, il a introduit sa langue dans ma bouche d'une façon brutale et totalement inattendue.»

«DOULEUR» Selon le rapport, «toutes [les femmes entendues en entretien] partent d'une forme de sidération» : «J'ai l'habitude de me défendre. Mais là,

c'était Dieu. Comment vous faites quand c'est Dieu qui vous fait ça ?» Une des personnes entendues fait par ailleurs état «de difficultés psychologiques qui ont duré toute sa vie». Plusieurs autres étaient «informées que l'abbé Pierre avait un comportement inadapté envers les femmes, sans forcément prendre conscience de la réalité des violences commises» : «Une salariée de l'époque a indiqué que la consigne était donnée à ses collègues féminines de

ne pas aller voir l'abbé Pierre seules. Elle dit être toujours allée le voir en étant accompagnée et précise qu'il ne s'est jamais rien passé.»

À la suite de la publication du rapport mercredi, l'onde de choc s'est propagée dans le monde catholique. Dans une déclaration, la Conférence des évêques de France «tient à assurer les personnes victimes de sa profonde compassion et de sa honte que de tels faits puissent être commis par un prêtre». L'Eglise catholique en France a écrit sur X avoir appris «avec douleur» les témoignages de ces femmes. Elle a affirmé sa «détermination à se mobiliser pour faire de l'Eglise une maison sûre».

Le second vice-président de la Conférence des religieux et religieuses de France, Michel Laloux, décrit à Libé une «libération de la parole absolument essentielle» et appelle à ce que ces témoignages soient crus et écoutés «en profondeur». «Je ne connais pas le cas de ces sept femmes, mais je suis en contact avec des personnes victimes et c'est terrible ce que ça peut produire comme ravages.» Et de décrire des cauchemars, la dégradation de la santé physique et psychique ou la dévalorisation de soi que peuvent éprouver les victimes qu'il accompagne. «Les actes et les paroles» de l'abbé Pierre entrent aujourd'hui dans «une contradiction terrible» pour le frère Michel Laloux : «C'est d'autant plus triste qu'il a fait énormément de choses pour les personnes qui vivaient dans la misère.»

Le rapport d'enquête, commun à Emmaüs International, Emmaüs France et la Fondation Abbé-Pierre, estime «qu'il existe sans doute d'autres victimes qui n'ont pas encore été identifiées par le Mouvement». Un dispositif d'appel à témoignages a été mis en place pour leur permettre de se manifester. ◆



L'abbé Pierre et les SDF expulsés de l'avenue René-Coty, dans le XIV^e arrondissement de Paris, en 1993. G. RASSIGNAC, GAMMA, RAFFO

Quelles sont les structures liées à l'abbé Pierre ?

Emmaüs France, Emmaüs International, la Fondation Abbé-Pierre... Pour comprendre le maillage de structures liées au prêtre mort en 2007 et accusé dans un rapport publié mercredi d'agressions sexuelles, il faut suivre le parcours du religieux, Henri Grouès de son vrai nom.

1949 : naissance du mouvement Emmaüs

En 1949, l'abbé Pierre, alors député, s'installe à Neuilly-Plaisance dans une maison qu'il restaure pour en faire une auberge de jeunesse internationale, vite transformée en lieu d'accueil «inconditionnel». Il y rencontre un ex-bagnard, Georges Leyg. Il lui propose de l'aider à monter une première communauté d'entraide, autour

de l'activité de chiffonniers. Il l'appellera communauté Emmaüs, en référence à deux disciples qui, dans le Nouveau Testament, accueillent Jésus sans savoir qui il est. C'est l'acte fondateur du mouvement. Les communautés Emmaüs sont devenues des associations locales, qui accueillent des hommes et femmes précaires, comme des personnes sans domicile fixe, des migrants ou des chômeurs. Appelés compagnons, ils vivent et travaillent ensemble. Selon l'organisation, il y aurait aujourd'hui 125 communautés en France, et 7 000 compagnons et compagnes. Le principe des communautés repose sur l'économie solidaire : elles sont intégralement financées grâce au travail de récupération et de tri.

1954 : création de l'association Emmaüs

À l'hiver 1954, dans le contexte d'une importante crise du logement et d'un froid vigoureux, l'abbé Pierre lance un appel aux dons pour venir en aide aux sans-abri. Grâce à l'argent récolté, il fonde dans la foulée l'association Emmaüs (depuis renommée Emmaüs Solidarité), censée organiser les différentes communautés. Mais, rapidement, l'association se concentre sur la gestion de centres d'hébergement et d'accueil (qui fonctionnent avec des salariés et des bénévoles) à Paris. La structure s'éloigne donc de son rôle initial de structuration du mouvement Emmaüs et de ses communautés, qui se développent bien au-delà des frontières françaises. Le lien entre celles-ci est surtout le fait de l'abbé Pierre.

1971 : Emmaüs International

En 1963, le prêtre engagé manque de mourir dans un naufrage en Argentine, ce qui rend évident la nécessité de structurer le mouvement, désormais international, pour en garantir la pérennité. Une première réunion mondiale des groupes d'Emmaüs se tient à Berne, en Suisse. Il en résulte un «Manifeste universel» et un secrétariat international. Les statuts d'Emmaüs International sont officiellement adoptés en 1971 par une assemblée générale réunie à Montréal. Selon Emmaüs International, il y a aujourd'hui plus de 400 groupes Emmaüs, présents dans plus de 40 pays.

1985 : création d'Emmaüs France

Jusqu'à la création d'Emmaüs France, les différentes

structures d'Emmaüs dans le pays restaient divisées (Union centrale de communautés Emmaüs, «Comités d'amis», SOS Familles Emmaüs, etc.). Emmaüs France est donc créée en 1985 pour regrouper l'ensemble des associations françaises d'Emmaüs, qui ne se rencontraient auparavant qu'à l'échelle mondiale au sein d'Emmaüs International.

1988 : création de la Fondation Abbé-Pierre pour le logement des défavorisés

À la suite de premières rencontres sur le sans-abrisme organisées par l'ONU sous son patronage, l'abbé Pierre crée la Fondation Abbé-Pierre pour le logement des défavorisés en 1988. Reconnue d'utilité publique en 1992, elle soutient aujourd'hui près

de 900 projets et livre un rapport chaque année sur «l'état du mal-logement en France».

Emmaüs Habitat, le bailleur social et la CGL

Le nom de l'abbé Pierre est également lié à Emmaüs Habitat, bailleur social créé en 1954 pour loger dans l'urgence les sans-abri. Toujours étroitement lié au mouvement Emmaüs et à la Fondation Abbé-Pierre, qui siège au conseil d'administration, Emmaüs Habitat gère aujourd'hui un parc de 15 000 logements en Ile-de-France. Et l'on peut également citer la Confédération générale du logement, association de défense des locataires, qui est une émanation des comités d'aide aux sans-logis, eux aussi créés dans le sillon de l'appel de 1954.

SERVICE CHECKNEWS

«Face à ces hommes charismatiques, il n'y a plus aucun esprit critique»

La théologienne Véronique Margron, qui lutte contre les violences sexuelles au sein de l'Eglise, revient sur les révélations à l'encontre de l'abbé Pierre, accusé d'agressions et allusions sexuelles.

Dix-sept ans après la mort de l'abbé Pierre, sept femmes ont osé dénoncer les comportements du religieux, dans un rapport publié mercredi par Emmaüs et la Fondation Abbé-Pierre. La théologienne Véronique Margron, présidente de la Conférence des religieux et religieuses en France, lutte contre les violences sexuelles dans l'Eglise catholique française. Au près de Libération, elle ne s'étonne pas de ces révélations, et dénonce le manque de vigilance face à de telles figures tutélaires.

Sept femmes témoignent d'agressions ou d'allusions sexuelles de la part de l'abbé Pierre. Est-ce un choc pour vous ? Comment vous dire... (elle souffle). La parution de ce rapport n'a pas été un choc pour moi, pour la simple et bonne raison que j'ai reçu, en personne, une des victimes, il y a maintenant plus d'un an. J'attendais donc ce rapport avec impatience. Avec écœurement mais également avec soulagement.

Pour que la vérité se fasse, que les victimes n'aient enfin plus peur. Qu'elles sachent qu'elles sont crues. Mais c'est à la fois un drame et un désastre. Parfois, on ne sait plus trouver les bons mots.

Pourquoi a-t-elle osé se confier à vous ?

Elle m'avait lu ou entendu à la suite de la publication du rapport de la Clase que j'avais commandité [en octobre 2021, la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise a estimé à 216 000 le nombre de mineurs victimes de violences sexuelles par des prêtres et religieux, ndr]. J'étais quelqu'un qui allait enfin l'écouter et la croire, pour de vrai, sans rien minimiser. Cela peut bien être l'abbé Pierre, ou qui vous voulez d'autre, je l'ai immédiatement cru. Les récits portés avec autant de pudeur, d'émotion, de gravité et de peur, je pense qu'ils sont incontestables.

D'après les témoignages de ces sept victimes, les faits se seraient déroulés durant plusieurs décennies. Personne ne l'aurait donc jamais vu agir ?

Comme dans beaucoup d'autres affaires, ce qui est très impressionnant, c'est l'impunité dont il a pu jouir, et ce jusqu'à sa mort ! Cet homme a agressé des femmes pendant plus de trente ans, et il ne se passe rien. C'est difficile de croire que les compagnons de route de l'abbé Pierre n'aient rien vu. Je ne peux pas le croire. D'autant plus qu'il n'avait pas vraiment l'air de se cacher. Une victime, c'est déjà une tragédie. Plusieurs

victimes, c'est une double tragédie, parce qu'elles n'auraient pas été victimes de ses agissements si quelqu'un avait dit quelque chose.

Une des victimes a comparé l'abbé Pierre à «Dieu». Difficile, en l'état, de dénoncer ses méfaits, non ?

En effet. Vous imaginez le courage qu'il a fallu aux victimes pour oser dénoncer cette figure ? C'est presque comme toucher au sacré. Il était considéré comme tel par tant de personnes dans la société. Nous avons un vrai problème avec les personnalités charismatiques. Soit parce qu'elles emportent les foules, soit parce que, comme l'abbé Pierre, elles ont réalisé des actions très importantes. D'un seul coup, face à ces hommes, il n'y a plus aucun esprit critique. Ce que cela dit de l'Eglise catholique, c'est que, décidément, nous manquons de la vigilance la plus élémentaire sur les comportements des hommes, d'autant plus lorsqu'ils sont célèbres. Et je pense que ça, c'est extrêmement grave et c'est une tragédie. On dirait que l'histoire ne nous apprend rien.

L'abbé Pierre est mort en 2007. Pourtant, elles n'ont osé parler que maintenant. Pourquoi ?

Beaucoup de victimes parlent très longtemps après les faits, y compris après la mort de leur agresseur. Et cela vaut aussi pour les cas de figure où l'agresseur n'est pas une figure tutélaire comme l'était l'abbé Pierre. Dissociation traumatique, culpabilité, honte... C'est un mélange de tout ça. Mais la figure de l'abbé Pierre en a rajouté une couche, c'est sûr. Je me rappelle cette femme venue me parler, qui me disait : «Je ne veux pas faire de mal au mouvement

Emmaüs.» Je lui ai répondu : «Mais même si ça lui faisait du mal, c'est votre vie avant tout, c'est ça qui compte.» Elle avait vraiment peur que sa parole entache le mouvement.

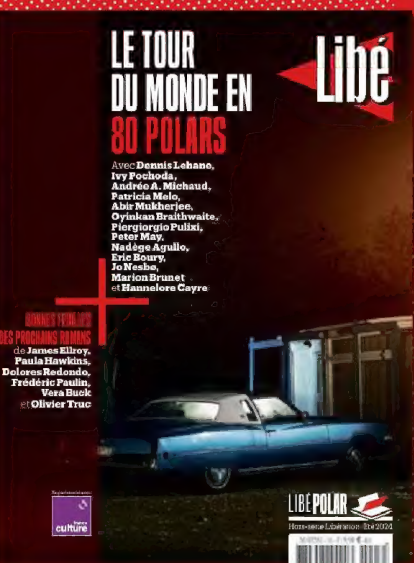
Peut-on s'attendre à une nouvelle libération de la parole de femmes victimes de violences sexuelles dans l'Eglise ?

Je suis partagée. A partir du moment où des victimes sont identifiées, on peut craindre que beaucoup d'autres ne le soient pas. Alors si cela peut permettre à ces personnes d'être crues, reconnues, et un tout petit peu réparées, je le souhaite. Que ce soit les potentielles autres victimes de l'abbé Pierre, ou tout autre membre de l'Eglise. Si ce rapport peut aider les victimes à parler, ce sera toujours ça pour ce que j'appelle «une vie restaurée». Après la diffusion du rapport de la Clase, en 2021, j'ai reçu des centaines et des centaines de témoignages dans la semaine. Et je crois que ce nombre de 200 000 victimes est en deçà de ce qu'il en est réellement.

Recueilli par SASCHA GARCIA



INTERVIEW



ACTUELLEMENT EN KIOSQUE

UN JEUDI SUR DEUX, RETROUVEZ NOTRE NEWSLETTER LIBÉ POLAR ET TOUTE L'ACTUALITÉ DU ROMAN NOIR VUE PAR LES JOURNALISTES DE «LIBÉRATION»

POUR VOUS INSCRIRE, FLASHEZ CE QR CODE



OU RENDEZ-VOUS SUR LIBERATION.FR/NEWSLETTER/

COMMISSION EUROPÉENNE

Ursula von der Leyen, avatar 2

Incarnation d'un pouvoir vertical et opaque, la présidente de l'instance depuis 2019 devrait être reconduite par les eurodéputés ce jeudi, à la faveur d'une Union frileuse face au changement.



La présidente sortante de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, au congrès

Par
JEAN QUATREMER
Correspondant européen

Rares sont ceux qui, en dehors bien sûr des cercles dirigeants les plus huppés de l'Union européenne et de la planète, ont croisé Ursula von der Leyen depuis juillet 2019, date à laquelle elle a pris en main la présidence de la Commission. Car elle répugne à se montrer en public, limitant ses contacts avec les citoyens (qui l'a vue durant la campagne des européennes ?) et surtout fuyant à toute force la presse dont elle redoute les questions gênantes. Son mode de communication quasi exclusif reste la courte vidéo préenregistrée en plusieurs langues et diffusée sur les réseaux sociaux. Et pourtant, vu qu'elle devrait être reconduite ce jeudi, après le vote des 720 eurodéputés réunis en séance plénière à Strasbourg.

Ursula von der Leyen pourrait même n'être qu'un avatar créé par une IA à qui l'on aurait demandé de donner corps à une femme politique à l'apparence la plus rassurante et consensuelle possible. Cela aurait donné à coup sûr cette Allemande de 65 ans, conservatrice mais pas trop, fluette, blonde, impeccablement apprêtée et coiffée comme les bourgeoises du feuilleton *Dallas* dans les années 80, toujours souriante et chaleureuse face caméra. Mais on interagit peu avec un avatar. Cette allergie au monde, Ursula von der Leyen l'a manifestée dès sa nomination, en se faisant aménager un studio de 20 m² sans fenêtre à côté de son bureau au 13^e étage du Braymont, le siège de la Commission à Bruxelles, alors même qu'elle bénéficie, en sus de son plantureux salaire de 30000 euros,

d'une indemnité de logement de 4200 euros, plus 1400 euros de frais de mandat... Ses seules sorties depuis cinq ans sont donc ses voyages officiels et ses séjours à Hanovre, où réside son mari – ses sept enfants vivent leur vie désormais. Cet enfermement sur son lieu de travail (motivé par des raisons d'économies pour le moins douteuses, puisque Von der Leyen n'a renoncé qu'à 1500 euros de son indemnité de logement, gardant le reste pour elle) est révélateur de la méfiance teintée de paranoïa qui est sa colonne vertébrale. C'est ainsi qu'elle a fonctionné dans les différents ministères qu'elle a occupés en Allemagne sous Angela Merkel (ministre de la Famille en 2005, puis du Travail en 2009, et enfin de la Défense à partir de 2013) : s'appuyant sur une petite équipe (dont Björn Seibert, devenu son chef de cabinet à Bruxelles, et Jens Fjeldorff, un ancien journaliste du journal populaire *Bild* dont elle a fait son conseiller communication), elle se méfie de tout et de tous, cherchant à contourner ceux qui travaillent sous ses ordres, considérés comme des traîtres potentiels.

DIPLOMATIE PARALLÈLE

Et c'est ainsi qu'elle fonctionne à Bruxelles. Jamais le pouvoir n'a été aussi vertical, opaque et si peu collégial alors même que les décisions sont censées se prendre à la majorité simple du collège des 27 commissaires. Von der Leyen est adepte d'annonces non préparées avec ses commissaires et ses services, à charge pour eux de se débrouiller pour les mettre en œuvre ou pour limiter les dégâts si elle a proposé n'importe quoi... Et gare à ceux qui lui posent problème et qui pourraient compromettre ses bonnes relations avec un Etat.

Son ancien commissaire au commerce Phil Hogan en sait quelque chose, lui qui a été viré par sa patronne en août 2020 sans ménagement et sur pression de Dublin, qui l'accusait d'avoir violé les règles irlandaises de confinement durant le Covid – ce qui s'était révélé faux. Il a fallu attendre avril 2024 pour que le Français Thierry Breton, commissaire au marché intérieur, l'Italien Paolo Gentiloni, commissaire aux affaires économiques et financières, l'Espagnol Josep Borrell, vice-président de la Commission et ministre des Affaires étrangères de l'Union, et le Luxembourgeois Nicolas Schmit, commissaire aux affaires sociales, protestent officiellement contre ses méthodes, y compris sa propension à s'approprier les idées et les succès de ses collègues.

La méfiance, pour ne pas dire le mépris, d'Ursula von der Leyen à l'égard de la Commission s'est étendue aux autres institutions : elle est entrée en guerre ouverte contre le Belge Charles Michel – l'affaire du « sofagate » en avril 2021, où elle avait exploité une maladresse du président du Conseil européen, est restée célèbre – mais aussi contre Josep Borrell. Remettant en cause les compétences des deux hommes en matière de relations internationales, Von der Leyen estime être la véritable « présidente de l'Union » – ce qu'elle a proclamé en 2019 en annonçant vouloir une

« Commission géopolitique », ce qui n'est pourtant pas le rôle de l'exécutif européen. Cela l'a conduit à mener une diplomatie parallèle qui a souvent hérisé les Etats membres, de son alignement inconditionnel sur Israël au début de la guerre à Gaza à sa compréhension de la politique industrielle protectionniste des Etats-Unis. De la Commission géopolitique à la Commission égopolitique, il n'y a qu'un pas.

UNE EXÉCUTANTE

Mais tout cela ne serait que péché véniel si Ursula von der Leyen avait une vision pour l'Europe, ce qui n'est pas le cas : elle n'a été qu'une exécutante des volontés des Etats, de Paris et de Berlin en particulier – un domaine dans lequel elle a vraiment excellé. Toutes les grandes réalisations de son mandat, du Pacte vert au grand emprunt européen en passant par la défense européenne ou l'élargissement, ne viennent pas d'elle. Non pas qu'elle soit dénuée d'imagination, mais peut-être n'a-t-elle pas le courage de penser contre le consensus du moment. Autant dire qu'Ursula von der Leyen n'a pas beaucoup d'amis en Europe et dans les institutions communautaires. Sans la crise politique française, elle n'aurait peut-être pas été reconduite. Au Parlement européen, on préfère éviter tout nouveau facteur d'instabilité. Faute de grives... ➤



du PPE à Bucarest, le 6 mars. PHOTO BLOOMBERG GETTY IMAGES

Pour les eurodéputés, la voix de la résignation

Peu enclins à provoquer une nouvelle crise dans une UE déjà secouée par l'instabilité en France et la guerre en Ukraine, les députés européens devraient voter pour une présidente sortante souvent contestée.

Napoléon, qui s'y connaissait en affaires militaires, posait toujours la même question lorsqu'on lui vantait les mérites d'un officier: «Fort bien, mais a-t-il de la chance?» C'est la même chose en politique, comme le montre le brusque alignement des planètes en faveur d'Ursula von der Leyen qui joue, ce jeudi à Strasbourg, sa

reconduction à la tête de la Commission pour un nouveau mandat de cinq ans. Si, avant les élections européennes, elle apparaissait en grand danger, tant au Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement qu'au Parlement européen, ce n'est plus le cas aujourd'hui: entre la crise française, la progression des populistes d'extrême droite, la

probable élection de Donald Trump ou encore une Russie de plus en plus agressive, y compris sur le territoire des Etats membres, personne n'a envie d'ajouter un chaos européen à un tableau géopolitique qui vire au cauchemar. Selon toutes probabilités, les eurodéputés devraient donc la reconduire avec une majorité sans doute plus large qu'attendue.

Les termes de l'équation sont simples: la conservatrice allemande doit obtenir une majorité absolue des membres du Parlement, soit 361 voix sur 720, pas une de moins. S'absenter ou voter blanc, c'est donc voter contre elle. A priori, elle peut compter sur le soutien de son groupe politique, dont elle était la «tête de liste» aux élections européennes, le PPE (388 sièges), ainsi que sur les deux autres groupes qui forment la coalition majoritaire, soit les socialistes de S&D (136 sièges) et les centristes de Renaissance (76), soit 401 voix. Les Verts (53 élus) devraient aussi la soutenir, contrairement au choix qu'ils avaient fait en 2019, soit une majorité théorique de 454 voix.

MÉPRIS AFFICHÉ DE L'INSTITUTION

Mais le vote étant à bulletins secrets, il y aura sans doute des défections, comme sont tentés de le faire les Français (LR) ou les Slovènes du PPE. En 2019, Ursula von der Leyen n'avait d'ailleurs été élue que par 9 voix de majorité alors que la coalition majoritaire disposait d'une vingtaine de sièges supplémentaires par rapport à ce dont elle dispose aujourd'hui. Mais la configuration était différente puisque à l'époque, Ursula von der Leyen n'était pas la «tête de liste» («Spitzenkandidatin») du PPE: c'est le Conseil européen qui l'avait choisie justement pour tuer la tête de liste PPE de l'époque, l'Allemand Manfred Weber, arrivé en tête des élections, par refus de ce système qui privait les chefs d'Etat et de gouvernement de la liberté de choisir le président de la Commission. Cette fois, en revanche, la présidente sortante a accepté d'être la tête de liste du PPE et celui-ci devrait donc faire bloc derrière elle en dépit de toutes les réserves qu'elle suscite, y compris au sein de sa propre famille (*lire ci-contre*). Ainsi, beaucoup de députés de base ne lui ont pas pardonné son mépris affiché de l'institution. Non seulement elle n'était pas de tous les débats importants, mais elle quittait l'hémicycle une fois que les chefs de groupe politique avaient parlé et ne pouvait donc jamais répondre aux députés...

«Mais personne n'a envie d'ajouter une crise européenne aux multiples crises auxquelles nous sommes confrontés», reconnaît un socialiste français qui, avant le 9 juin, n'avait aucune intention de voter pour Ursula von der Leyen et qui cette fois le fera. D'autant qu'un rejet de sa candidature serait un «magnifique cadeau offert au Rassemblement national en France», souligne une fonctionnaire du Parlement. Bref, la discipline de vote sera maximale pour éviter de plonger l'Union européenne dans la tourmente au pire moment.

L'ÉLYSÉE AVAIT FAIT FUTUR DES NOMS

En réalité, dès l'annonce de la dissolution en France, le 9 juin, l'affaire était pliée, d'autant qu'Emmanuel Macron, le plus réservé des Vingt-Sept sur la reconduction de la conservatrice allemande, a perdu toute marge de négociation. Ainsi, le 22 mars, il avait durement critiqué Von der Leyen d'avoir accepté d'être la tête de liste du PPE alors que le président de la Commission ne doit pas être «surpolitisé» et «s'élever tout à la fois au-dessus des partis et des pays». L'Elysée avait même fait fuiter plusieurs noms possibles dont celui de l'italien Mario Draghi, l'ancien président de la Banque centrale européenne. Mais les européennes et la dissolution sont passées par là et, dès le sommet européen du 17 juin, l'affaire était donc entendue: une large majorité qualifiée des Vingt-Sept était d'accord pour reconduire Ursula von der Leyen, certes le plus petit dénominateur commun, mais celui qui a une chance de passer l'obstacle du Parlement européen, un choix confirmé le 27 juin. La réélection triomphale, mardi, de la conservatrice maltaise Roberta Metsola, avec 562 voix sur 699 suffrages exprimés (soit 161 voix au-delà de la majorité tripartite), a montré que non seulement les Verts, mais aussi une partie de la droite radicale d'ECR (78 députés, le groupe de Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni) et de l'extrême droite des Patriotes (84 députés dont ceux du RN) ont voté pour elle. Ce qui donne une idée de la marge dont pourrait bénéficier Von der Leyen. De même, la résolution de soutien à l'Ukraine votée mercredi, un dossier sur lequel la présidente sortante a été impeccable, a été adoptée par 495 voix contre 137 (dont le RN et Jordan Bardella), ce qui donne une indication de l'état d'esprit de l'Assemblée. L'Union européenne en quelque sorte.

J.Q.
Correspondant européen



PLONGEZ
DANS L'ACTUALITÉ !

Offre spéciale été - Papier + numérique
2 mois pour 30,90€
 puis 30,90€/mois sans engagement

Pour souscrire appuyez le 02 35 30 71 00 du lundi au vendredi entre 9h et 18h avec le code JTB2024



Par
JÉRÉMY TORRES

Un milliardaire toujours plus réactionnaire. Après avoir annoncé vouloir donner 45 millions de dollars par mois pour soutenir Donald Trump, Elon Musk souhaite désormais déménager les sièges de ses sociétés, le réseau social X (ex-Twitter) et l'entreprise aérospatiale SpaceX, hors de Californie. Une décision qui ferait moins de bruit si elle n'était pas justifiée par la promulgation d'une loi sur les élèves transgenres. Les deux entreprises devraient donc migrer au Texas, selon Musk. L'Etat, qui a interdit en 2023 l'aide médicale aux ados en transition, semble plus en adéquation avec ses idées.

La raison de l'ire de l'homme d'affaires ? Une loi, promulguée lundi par le gouverneur californien, Gavin Newsom, visant à protéger les droits des élèves transgenres et à lutter contre la discrimination. Elle interdit, entre autres, au personnel scolaire de divulguer à qui que ce soit des informations sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'un élève sans son consentement. Cette interdiction dans le milieu scolaire concerne également les parents de l'élève, au grand dam des républicains, qui accordent énormément d'importance à leur vision traditionnelle des valeurs familiales – et déjà peu portés vers les droits des personnes queer.

Pour Musk, « c'est la goutte de trop ». Cette loi californienne, et « beaucoup d'autres qui l'ont précédée, attaquent les familles et les entreprises », a pesté sur X le nouveau mécène des républicains. Apparemment adepte de prophéties autoréalisatrices, le dirigeant de Tesla dit avoir « expliqué il y a un an » au gouverneur local, Gavin Newsom, « que ces lois allaient forcer des familles et les entreprises à quitter l'Etat pour protéger leurs enfants ».

Bon débarras

Comme toujours, sur son réseau social, les réactions ont fusé. Que ce soit pour défendre le milliardaire, comme l'a fait l'ex-athlète certes transgenre mais avant tout républicain Caitlyn Jenner, qui a salué « un geste fort » : « L'Etat n'est pas le parent. Les droits des parents avant tout. » Ou pour lui dire bon débarras : « Elon envoie SpaceX et Twitter au Texas parce que la Californie ne veut pas que les enfants trans soient en danger, assène par exemple un internaute. Tu ne manqueras pas à la Californie. »

Pour le moment, le siège de SpaceX est basé à Hawthorne, dans le comté de Los Angeles, et celui de X à San Francisco. Le premier devrait être déplacé à Starbase, un complexe industriel de SpaceX situé près de Brownsville, selon Musk. En février, l'homme d'affaires avait déjà changé la domiciliation juridique de SpaceX, la faisant passer du Delaware au Texas. Le siège de X sera réimplanté quant à lui à Austin, où se trouve déjà celui du fabricant de voitures électriques Tesla, autre propriété de Musk qui avait quitté la



Lois progressistes en Californie Elon Musk part au Texas vengeur

Après l'adoption d'un texte californien destiné à protéger les élèves transgenres, le milliardaire a décidé de délocaliser ses sociétés X et Space X dans un Etat plus en adéquation avec ses idées ultraréacs. Quelques jours plus tôt, il annonçait son intention de donner 45 millions de dollars par mois à Trump.

Californie en 2021. Un déménagement que le milliardaire justifiait déjà, à l'époque, par son mécontentement face aux lois de l'Etat sur les entreprises et à ses mesures contre la pandémie de Covid-19.

Théories complottistes

Elon Musk, qui multiplie les prises de position réactionnaires depuis son rachat de Twitter en octobre 2022, franchit donc un nouveau cap. Dans la nuit, le dirigeant de X persiste et signe face à la loi sur les jeunes personnes trans, toujours sur sa plateforme : « Le gouverneur de la Californie vient de signer une loi qui va causer une destruction massive des droits parentaux, et expose les enfants à un risque de dommages irréversibles. » Rien que ça. Si la réaction de Musk est aussi vive, c'est peut-être aussi parce que le sujet lui est intime. L'une des enfants du patron de Tesla, assignée garçon à la naissance, a officiellement changé d'état civil à 18 ans, avant de mettre fin à ses relations avec son père. Elon Musk attribue la transidentité de sa fille à une éducation scolaire qu'il juge trop progressiste. Toujours la même rengaine. Avant de virer clairement pro-Trump, Elon Musk consacrait déjà une bonne partie de ses prises de

Donald Trump, alors président des États-Unis, et Elon Musk, à Cap Canaveral, le 30 mai 2020.

PHOTO JONATHAN ERNST, REUTERS

La Silicon Valley penche de plus en plus à droite

La trumpisation d'Elon Musk est une nouvelle preuve du changement de paradigme en cours dans un monde de la tech où il était autrefois de bon ton d'être progressiste.

La Silicon Valley, berceau de la tech américaine et financier historique des démocrates, et dont les citoyens votent de façon écrasante «liberal» (à gauche), est-elle en train de virer à droite toute ? Pas encore. Mais des richissimes donateurs, purs produits de la high-tech, affichent désormais leur ralliement à Donald Trump. Ainsi, Elon Musk a définitivement jeté aux orties ses vieux habits de compagnon de route démocrate, puis centriste, achevant sa glissade continue vers l'autre extrémité de l'échiquier politique américain. Le fondateur de Tesla et SpaceX et propriétaire de X l'a trompé après la tentative d'assassinat du candidat à la Maison Blanche : il va injecter dans la campagne de soutien à Trump 45 millions de dollars par mois, soit 180 millions d'ici le scrutin présidentiel de novembre.

Une paille pour l'homme le plus riche de la planète selon *Forbes*, qui pèse 250 milliards, mais un coup de pouce plus que significatif. Et un effet d'entraînement potentiel : il est loin d'être le seul milliardaire à se mettre au service de l'ex-chef d'Etat milliardaire revanchard. «Depuis qu'Elon Musk a racheté Twitter et s'affiche ouvertement trumpiste, il y a un effet domino notable parmi les milliardaires de la tech, dit à *Libération* Romain Huret, historien et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. Cette alliance étonnante banalise dangereusement la violence des prises de position de Trump.» La clé de voûte du soutien au candidat républicain s'appelle l'America PAC, un «comité d'action politique» destiné à collecter des dons et dopper la campagne, via des pubs notamment, comme l'a révélé le *Wall Street Journal*. «Fake news» (comprendre : fake news), a illico tweeté Trump.

Chouchou. Plusieurs proches de Musk, à commencer par Joe Lonsdale, le cofondateur de Palantir, sulfureuse entreprise de big data partenaire de nombreux services de renseignement, Doug Leone, ex-codirigeant de Sequoia Capital, un fonds d'investissement mastodonte de la Silicon Valley, ou encore David Sacks, entrepreneur de la tech et promoteur de capital-ris-

que originaire d'Afrique du Sud, sont déjà à la manœuvre. Sacks, l'un des membres de la «mafia PayPal» — bande d'ex-employés ou fondateurs de cette ex-start-up propulsée leader mondial du paiement en ligne, et dans laquelle figurait Musk —, a même vu la convention nationale du parti républicain lui dérouler le tapis rouge le week-end dernier. Entre deux attaques sur Joe Biden, ce président qui mènerait la planète «à la III^e guerre mondiale», il s'est aussi illustré par une énième pique contre la Californie et San Francisco. Dont le pouvoir démocrate aurait transformé les rues «en un cloaque de criminalité, de campements de sans-abri et de consommation ouverte de drogue». Peu importe si la municipalité a rappelé en mai que le nombre de sans-abri avait atteint son plus bas niveau depuis dix ans...

Dans cette «mafia PayPal», dont six ex-membres sont désormais milliardaires, figure bien évidemment le premier de cordée des rois de la tech pro-Trump : Peter Thiel. Cofondateur de Palantir, premier financier extérieur de Facebook, l'investisseur n'a jamais caché ses opinions libertariennes — il a soutenu Ron Paul aux primaires républicaines de 2008 et 2012. Surtout, il s'est rallié à Trump dès 2016, jouant même les conseillers officiels en matière de nouvelles technologies. Thiel avait néanmoins pris ses distances après l'assaut du Capitole par les partisans du président déchu, en janvier 2021, assurant qu'il resterait loin de la politique. Cela ne l'a pas empêché de faire son grand retour via le colistier choisi lundi par Trump, J. D. Vance, dont il a assuré le financement de la campagne sénatoriale dans l'Ohio en 2022.

Le point commun de cet aréopage : des hommes, pour la plupart blancs, qui abhorrent «l'idéologie woke» (même si Thiel est ouvertement gay), adorent les cryptomonnaies, veulent déréguler les contrôles sur les rachats de start-up. Bref, des partisans d'un rôle de l'Etat le plus restreint possible et militants pour un turbocapitalisme le plus débridé possible. Les géants de la crypto Marc Andreessen et Ben Horowitz, à la tête de fonds d'investissement tentaculaires dans ce secteur, mènent ainsi une guerre politique contre la fragile tentative de régulation de Biden. Les deux hommes ont intensifié leur lobbying à Washington et, dans une vidéo publiée mardi, ils assument leur revirement : bien qu'ex-démocrates, ils considèrent Trump comme «le bon choix».

De fait, celui-ci, autrefois plutôt hostile aux cryptomonnaies, a largement assoupli sa position, assez

pour devenir le chouchou de la cryptosphère. En témoin aussi le soutien, public et financier, des jumeaux Winklevoss, Cameron et Tyler, longtemps connus surtout pour avoir disputé en justice la paternité de Facebook à Mark Zuckerberg, devenus depuis milliardaires : chacun a fait don de 250 000 dollars à l'America PAC, rapporte le *Financial Times*.

«Préoccupant». Chamath Palihapitiya, ex-plus jeune vice-président d'AOL et ancien cadre de Facebook, qui coanime avec Sacks le podcast *All-In*, est aussi un incontournable dans l'organisation de la

collecte de fonds. Ce fils de parents sri-lankais émigré au Canada a connu son heure de gloire, lors de la pandémie du Covid, comme figure de proue des Spac, les «sociétés d'acquisition à vocation spécifique», créées et introduites en Bourse dans le seul but de racheter à terme d'autres entreprises.

«Dans les années 90-2000, il était socialement valorisé pour les entreprises de la tech d'être démocrates, alignées sur le progressisme et le multiculturalisme, résume Romain Huret. Aujourd'hui, l'absence de répercussions et de boycott pour Elon Musk souligne un changement significatif, mais préoccupant, dans l'écosystème politique américain.» Il semble loin le temps où 150 personnalités de la Silicon Valley avaient estimé, dans une lettre ouverte publiée en juillet 2016, que l'arrivée au pouvoir de Trump serait «un désastre pour la tech et l'innovation».

JEANNE BADAROUX



Inscrivez-vous à la newsletter quotidienne consacrée à tous les enjeux des Jeux olympiques et paralympiques en flashant ce QR code ou en vous rendant sur liberation.fr/newsletters



LIBÉLYMPIQUE
Ce sont nos yeux dans les Jeux pour vous raconter l'actualité sportive, politique et internationale à la sauce «Libé» en mettant l'accent sur ce qui nous ressemble : parité, environnement, urbanisme, inclusion, culture...

parole publiques à accuser les démocrates de favoriser l'immigration clandestine, de vouloir restreindre les libertés individuelles et d'endoctriner la jeunesse. Il relaye aussi régulièrement de nombreuses théories complotistes. Mais les publications du quinquagénaire ont pris un tournant résolument pro-républicain depuis la tentative d'assassinat qui a visé Trump samedi. Dans la foulée, Musk a rapidement déclaré son soutien à l'ancien chef d'Etat, avant de multiplier les messages en sa faveur : «le président Trump a besoin de tous nos votes», pour n'en citer qu'un.

En promettant des millions de dollars à l'America PAC, le dirigeant de X rejoint d'autres personnalités de la tech dans le soutien aux républicains en vue de la présidentielle (lire ci-contre). Si ce genre d'entité n'a pas le droit de contribuer directement à la campagne de Trump, elle peut par exemple utiliser l'argent pour inciter des sympathisants républicains à se rendre aux urnes, en ciblant particulièrement les fameux *swing states*, ces Etats clés des campagnes susceptibles de basculer d'un parti à l'autre. De quoi achever la mue de Musk de troll réactionnaire à artisan de la possible réélection de Donald Trump en novembre. ◆

BURKINA FASO

«Les soldats ont tiré sur tout ce qu'ils ont vu»

Début mai, dans l'est du pays, deux colonnes de l'armée burkinabè en mission de ravitaillement ont tué en toute impunité près de 400 civils sur leur passage, selon des témoignages recueillis par «Libération».

ENQUÊTE



Photomontage de l'exécution sommaire commise début mai à Marmiga.



Par
AGNÈS FAIVRE
et **CÉLIAN MACÉ**

La moto file à travers les arbustes, des vaches s'enfuient. La caméra embarquée filme par-dessus l'épaule du conducteur en treillis, ses mitaines de soldat sur le guidon. «*Bien joué*» s'écrit le passager tenant le téléphone, enthousiaste, à l'arrière. Il descend de la moto, s'approche d'un troisième combattant, qui braque un fusil automatique sur une forme allongée par terre, à une dizaine de mètres. Le moteur de la moto est coupé. La forme se débat, gémît. C'est un homme recroqué au sol. Un coup de feu, puis deux, puis trois. Le tireur recharge son arme, fait feu encore à trois reprises. Le motard s'est approché lui aussi, il tire quasiment à bout portant sur la personne à ses pieds, trois balles. «*Bien joué, c'est propre*», jubile l'homme au téléphone.

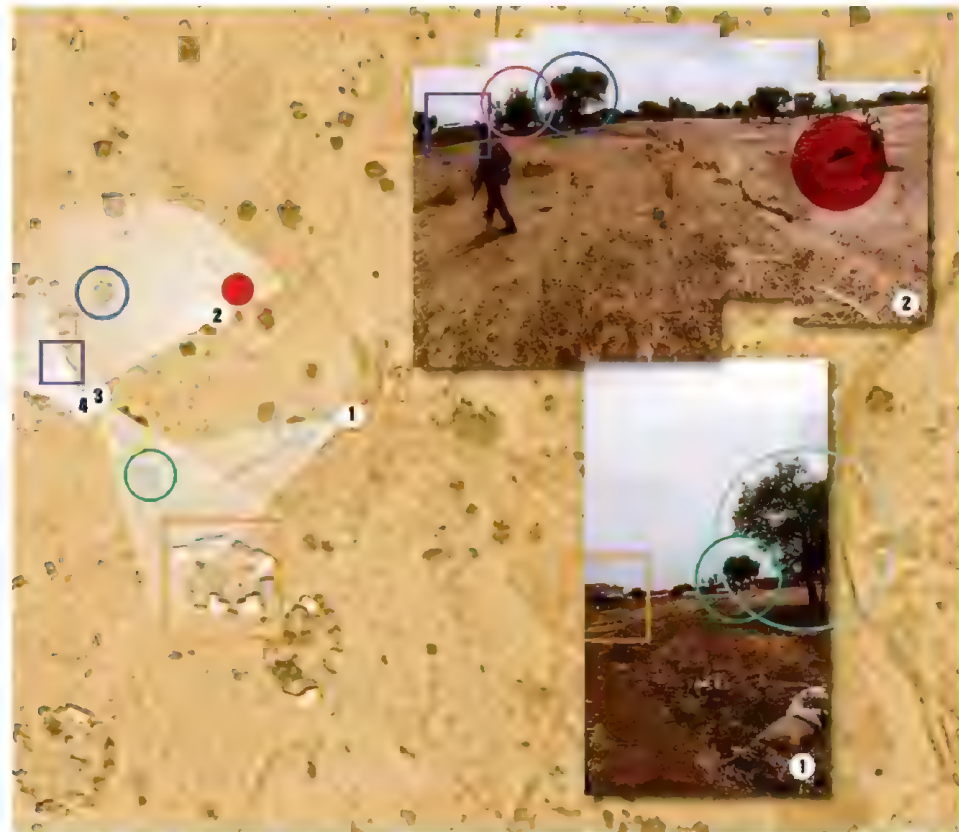
Une exécution sommaire filmée en plein jour. Partagée sur les réseaux sociaux le 9 mai, la vidéo de deux minutes et vingt-deux secondes a été tournée au Burkina Faso, vraisemblablement quelques jours – ou quelques heures – plus tôt. En s'appuyant sur des images

satellites récentes d'Airbus DS Geo fournies par la société d'analyse Masae Analytics, *Libération* a retrouvé le village et l'emplacement exact où l'homme a été tué : Marmiga, dans le département de Piéla, à 170 kilomètres à l'est de la capitale, Ouagadougou. La forme et les angles des maisons visibles à l'arrière-plan, la disposition des cases, l'emplacement des arbres correspondent précisément à l'environnement d'un hameau situé à la sortie nord-est du village. Sur la vidéo, les tueurs apparaissent à visage découvert. Le propriétaire du portable retourne même son appareil pour se montrer quelques secondes. Il le tend ensuite au motard pour être filmé à son tour, tout sourire, visiblement sûr de son impunité. «*Les commandos de Piéla*» salue-t-il. D'après nos informations, les trois porteurs d'armes, en uniforme couleur sable, ne sont pas des soldats de l'armée régulière burkinabè, mais des volontaires pour la défense de la patrie (VDP). Ces miliciens loyalistes ont été recrutés, équipés et armés par le gouvernement pour contribuer à la lutte contre l'insurrection jihadiste qui déchire le pays depuis 2018. Ceux de la vidéo seraient eux-mêmes originaires de Marmiga, selon

une source locale. Qui affirme que la victime est un berger peul – une communauté régulièrement prise pour cible par les militaires et les VDP car accusée, par amalgame, de complicité avec les groupes islamistes armés. «*Marmiga fut l'un des premiers villages de la province où les jeunes sont allés s'enrôler comme VDP*», explique la même source. *A cause de cela, le village a subi des représailles des terroristes. Une partie des habitants ont fui. Malheureusement, la plupart des VDP pensent aujourd'hui que toute personne qui n'est pas déplacée est terroriste ou complice des terroristes.*

UNE QUINZAINE DE VILLAGES CONCERNÉS

Depuis son arrivée au pouvoir, à l'automne 2022, le capitaine Ibrahim Traoré a choisi de répondre à la terreur par la terreur. Début mai, à la même période que l'exécution filmée de Marmiga, deux convois militaires ont semé la mort sur leur passage, dans l'est du pays. *Libération* a enquêté sur les tueries de civils commises par ces colonnes de soldats burkinabè et de VDP, qui s'avançaient dans des territoires contrôlés par les insurgés du Groupe de soutien à l'islam et aux



combinant des extraits de la vidéo des auteurs et une image satellite. PHOTOMONTAGE CNRS 2024. DISTRIBUTION AIRBUS DS OSINT ALEX HORN

musulmans (Jnim, selon l'acronyme arabe de l'organisation). Officiellement, la mission de l'armée était d'escorter des convois de ravitaillement à destination des villes assiégées par les jihadistes. D'après nos informations, un premier groupe de véhicules militaires a quitté la ville de Dori, dans la province du Séno, le 27 avril pour rejoindre Mamsila le 4 mai. Un trajet de 120 kilomètres à vol d'oiseau, au moins le double en empruntant des pistes secondaires, comme semble l'avoir fait l'armée burkinabè, sans doute pour éviter les mines artisanales placées sur les axes principaux. Au moins deux bataillons d'intervention rapide, le BIR 5 et le BIR 9, ont participé à l'opération. La colonne a effectué le trajet en sens inverse, mais avec un itinéraire différent sur certains tronçons, entre le 5 et le 10 mai. De nombreux VDP accompagnaient les soldats. Un second convoi militaire est parti le 3 mai de Fada N'Gourma, la grande ville de la province du Gourma, en direction de Tankoulou, tout près de la frontière du Niger, atteint quatre jours plus tard. Le convoi, composé des BIR 20, 12, 4 et 19, a poursuivi sa route jusqu'à Foutouri. Ils étaient eux aussi accompagnés de VDP, selon un té-

«Les gens se cachaient dans les broussailles, mais il restait une famille de déplacés, qui était contente de voir les forces nationales. Ils ont tous été massacrés.»

Binta témoin des exactions de l'armée

moins. Les soldats burkinabè sont rentrés à Fada N'Gourma le 19 mai. Dans le sillage de ces deux missions de ravitaillement, près de 400 civils auraient été tués dans une quinzaine de villages traversés par les militaires, selon les informations recueillies par Libération. «L'armée n'avait pas emprunté la route Gayéri-Tankoulou [sur le trajet du deuxième convoi, ndr] depuis 2019. Là-bas, c'est l'ennemi qui fait sa loi, rappelle Lassina (1), un habitant de la zone. Les terroristes ont imposé aux villageois un impôt

annuel de 50 000 francs CFA [76 euros] sur toute personne de sexe masculin âgé de plus de 15 ans.» Cette nouvelle taxation, qui s'ajoute à la zaqat (aumône obligatoire) islamique, a été décrétée en mars dans la province de la Komandjari. «Beaucoup de villageois n'en ont pas les moyens. Les terroristes leur avaient donné un délai supplémentaire pour payer ou déguerpir.» Selon cet homme, qui a perdu plusieurs membres de sa famille lors du passage du convoi de l'armée, la question du paiement de cette taxe a pu attiser la fureur des militaires. «Pour eux, les villageois qui n'ont pas payé sont de connivence avec les terroristes.»

«IL N'A PAS DIT UN MOT, IL A COMMENCÉ À TIRER.»

La simple présence des villageois dans une zone contrôlée par le Jnim rend suspects aux yeux de l'armée. Et justifiait d'ouvrir le feu sur les civils, même en l'absence de menace immédiate sur la sécurité du convoi. Celui-ci n'aurait d'ailleurs pas subi d'attaques directes des jihadistes, selon Lassina. «De Gayéri à Haaba, il n'y a pas eu de contact avec l'ennemi. Un seul engin explosif improvisé a été découvert et neutralisé dans le village de Mualligou.»

Pourtant, dans plusieurs villages, les militaires ont délibérément tiré pour tuer, parfois sans sommation, ont décrit six témoins, habitant des localités différentes, à Libération. «Le jour où ils sont venus, on était tous assis dehors, vers 14 heures. Il y avait des véhicules mais ceux qui se sont approchés étaient à moto. On n'a pas pris la fuite parce qu'ils étaient habillés comme nos militaires, raconte Amadou, la trentaine. De loin, les soldats se sont arrêtés, et l'un est venu vers nous. On a présenté nos cartes d'identité, mais il n'a même pas regardé. Il n'a pas dit un mot. Il a commencé à nous tirer dessus.»

Un villageois, touché à l'épaule, est abattu dans sa fuite. «Il n'y a pas eu d'échanges de tirs», précise Amadou. Aucun membre du Jnim n'était dans les parages ce jour-là. Pourtant, les soldats pénètrent dans ce village gourmantché – la communauté majoritaire dans l'est du Burkina – en ouvrant le feu. Ni les femmes, ni les enfants, ni les malades ne sont épargnés. «Le militaire est entré dans ma cour, il a trouvé mon grand frère, qui venait de rentrer de l'hôpital. Il lui a tiré dessus. Il y avait deux de ses enfants à côté, de 5 et 7 ans. Il a tiré sur eux aussi, poursuit Amadou. Lui se cache sous

un lit, avec des enfants. «La porte était ouverte, il n'est pas rentré, il a tiré à l'intérieur. Il y avait des impacts partout, mais on n'a pas été touchés. C'est Dieu qui m'a sauvé», dit-il.

Juste à côté, «le militaire est allé ouvrir la porte de ma belle-sœur. Il l'a trouvée avec ses deux filles. L'une venait d'avoir un bébé, il avait 7 jours, et l'autre était enceinte. Il leur a tiré dessus. Il les a toutes tuées.» Le massacre a duré «une heure». Des greniers et des cases sont incendiés. Vingt et un habitants ont été tués, selon le décompte d'Amadou, qui a participé aux funérailles. «Après le massacre, j'étais devenu l'homme le plus vieux de la famille, explique-t-il. Donc on a fait deux grands trous pour enterrer les corps. On a mis tous les hommes dans un trou. Le deuxième trou, on a mis les femmes et les enfants.» Dans un village voisin, les militaires ont brièvement discuté avec les habitants à leur arrivée. «Ils nous ont rassemblés dehors, hommes comme femmes, relate Binta, une habitante. Ils ont demandé s'il était vrai qu'on n'avait pas vu des forces de défense et de sécurité depuis quatre ans. On a dit oui. Ils étaient en colère: «Alors pourquoi vous n'avez pas déguerpi s'il n'y a plus les autorités ici! Le ton est monté, ils ont dit: "Si vous êtes toujours là à notre retour, on vous massacre comme on l'a fait dans les autres villages."»

Selon Binta, les militaires ont épargné les habitants de la localité, à dominante gourmantché. Ils ont continué leur route jusqu'à un campement peut-être proche. «Nous avons entendu les coups de feu, raconte-t-elle. Les gens se cachaient dans les broussailles, mais il restait une seule famille de déplacés, qui était contente de voir les forces nationales. Ils ont tous été massacrés. Dix-neuf personnes au total, dont des femmes et des enfants.»

DES IMAGES DE CORPS CALCINÉS

Au même moment, l'autre convoi de l'armée burkinabè est sur la route du retour vers Dori. Au moins cinq mines ont explosé sur le passage des militaires depuis leur départ, faisant plusieurs victimes, selon une source locale. Le 8 mai, la colonne atteint le village de Gatougou. «Comme ils ont l'habitude de s'en prendre aux Peuls, les Peuls de Gatougou ont fui avant leur arrivée. Les Gourmantchés, eux, ont été sensibilisés à ne pas fuir quand ils voient des forces de défense et de sécurité, donc les familles se sont rassemblées en pensant qu'ils allaient contrôler les cartes d'identité. Mais ils ont été massacrés», raconte Seydou, originaire d'un village voisin. Il a parlé avec des rescapés, qui lui ont affirmé que 84 habitants ont été tués à Gatougou.

Libération a consulté une vingtaine de photographies supposément prises dans le village, montrant près de 70 cadavres. Certaines d'entre elles ont été diffusées par des propagandistes du Jnim. On y distingue clairement des corps de femmes, ainsi que ceux de six nourrissons. L'un est encore accroché

Suite page 12

Suite de la page 11 dans le dos de sa mère. Des traces d'incendies sont visibles. Certains corps sont partiellement ou entièrement calcinés. Libération n'est pas en mesure de certifier que les clichés ont été pris à Gatougou.

«Il y avait un hélico qui survolait la zone, qui faisait des va-et-vient, poursuit Seydou. A Kampalougou [15 kilomètres de distance], les militaires ont fait comme à Gatougou. Ils sont arrivés vers 15-16 heures. Les soldats n'ont pas posé de questions, ils ont tiré sur tout ce qu'ils ont vu. Et ils ont brûlé des concessions.» Seydou a perdu 24 membres de sa famille. Au total, 79 habitants de Kampalougou ont été inhumés deux jours plus tard. «Actuellement, on a plus peur des forces de défense et de sécurité que des groupes armés [jihadistes], lâche Seydou. Les groupes armés, ils n'ont pas commencé à faire des massacres comme ça. Ils enlèvent les gens, et souvent, ils les ramènent. Les militaires, eux, ils arrivent et ils tuent.»

Daouda, 40 ans, a échappé de très près à la mort. Cet habitant de Niagassi, à 40 kilomètres de Dori, s'est caché dans sa maison dès l'arrivée des soldats et des VDP, le 27 avril. Quelques instants plus tôt, une mine avait explosé sur le passage de ce convoi parti fin avril – l'attentat a été revendiqué plus tard par le Jnim. «Depuis une cour voisine, où une femme de 70 ans a été tuée, il y a eu des tirs sur mon hangar. Une voisine de 17 ans a été tuée, touchée à la tête. Ils ont aussi atteint ma vache et à l'entendre gémir, j'ai failli sortir, se souvient-il. A 15 h 30, quand ils sont partis, je suis sorti et j'ai vu les cadavres. Ma femme était étendue par terre, mais elle était saine et sauve. Nous avons compté 30 morts et nous les avons enterrés au cimetière.»

Libération a consulté une liste nominative de 29 victimes – dont 15 femmes et 9 enfants – établie par les habitants de Niagassi. Eli, 13 ans, était aussi présente le jour du massacre. «On a entendu des coups de feu alors nous sommes sorties à toute allure. Deux soldats nous ont arrêtées, et nous ont dit de lever les mains et de nous aligner, décrit l'adolescente. L'un nous a mis en joue, mais l'autre lui a demandé de nous laisser partir. Nous étions quatre, nous avons fui en brousse. Quand nous sommes revenues, après leur départ, il y avait trois cadavres de femmes là où nous étions. Ils avaient aussi tué la vache.» Le village d'Eli, dont les terres comptent parmi les dernières zones cultivées de la région, est aujourd'hui abandonné.

«UNE CAMPAGNE MILITAIRE GÉNÉRALISÉE»
L'objectif du convoi parti de Dori était d'atteindre Mansila, 4 000 habitants, proche de la frontière nigérienne. La commune est assiégée par le Jnim depuis l'installation d'un détachement militaire et le recrutement de VDP en 2020. «On ne peut plus s'aventurer hors de la ville pour s'approvisionner. Quand le convoi est arrivé le 4 mai, avec des stocks d'huile, de sucre, de riz, de

mil, de maïs, ça a été un soulagement. Le dernier ravitaillement terrestre remontait à mars 2022, explique un habitant. Sauf qu'on a appris que l'armée avait commis des bavures juste avant d'arriver.»

Quatre sources locales ont confirmé à Libération que des massacres ont été perpétrés par les soldats burkinabè et leurs supplétifs civils dans les villages d'Ouro-Djama, Taparé, et Bonyori, à une dizaine de kilomètres au nord-ouest de Mansila. Dans une vidéo postée le 16 juin, le Jnim affirme que les militaires ont tué «une centaine» de civils dans ces trois localités. Les autorités burkinabè n'ont jamais évoqué publiquement les victimes.

Fin avril, Human Rights Watch avait déjà publié un rapport d'enquête sur une précédente tuerie de masse commise par les militaires, le 25 février, dans les villages voisins de Nondin et Soro, dans la province septentrionale du Yatenga. «L'armée burkinabè a sommairement exécuté au moins 223 civils, dont au moins 56 enfants, affirmait l'organisation de défense des droits humains. Ces massacres semblent s'inscrire dans le cadre d'une campagne militaire généralisée contre des civils accusés de collaborer avec des groupes armés islamistes, et pourraient constituer des crimes contre l'humanité.» Les convois de la mort de début mai, et leurs cortèges d'exécutions sommaires, confirment une pratique répétée, de grande ampleur et systématique – ment impunie. ◆

(1) Tous les prénoms des témoins ont été modifiés.



A l'extérieur de la ville de Dori, d'où est parti un premier convoi de l'armée le 27 avril. Ici le 29 mai. PHOTO

La spirale meurtrière de la lutte antiterroriste d'Ibrahim Traoré

Le chef de la junte au pouvoir depuis l'automne 2022 a renforcé ses troupes et couvert leurs exactions, nourrissant un cycle infernal de représailles avec les combattants jihadistes.

Le rythme sanglant de la guerre civile s'accroît au Burkina Faso. Plus une semaine ne passe, en 2024, sans une attaque meurtrière. Les insurgés s'en prennent d'abord aux civils qui ne se plient pas à leur loi, comme le 26 juin à Boanekuy, dans l'ouest du pays. Quarante-cinq habitants du village auraient été exécutés ce jour-là par des combattants du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim, acronyme tiré de son nom en arabe). Les jihadistes visent tout particulièrement les volontaires pour la défense de la patrie (VDP), ces miliciens progouvernementaux recrutés et armés par le régime pour appuyer les militaires dans leur lutte antiterroriste, comme le 27 juin à Noaka (30 morts parmi les VDP) ou le 29 juin à Tougouri (35 morts). L'armée burkinabè elle-même a subi des pertes sans précédent ces dernières semaines

Le 29 mai, plus de 40 gendarmes ont été tués en défendant leur camp à Ouargaye, non loin de la frontière togolaise. Le 30 juin, des centaines d'hommes du Jnim ont pris d'assaut la base militaire de Partigiaga, dans l'est du pays. Au moins 76 soldats et VDP ont perdu la vie. L'attaque la plus spectaculaire s'est déroulée le 11 juin : le camp de Mansila, dans la province orientale du Yagha, a été submergé en quelques minutes par des centaines d'insurgés. Une vidéo de l'offensive, diffusée par les jihadistes, montre une ruée de combattants encerclant la caserne, sous le feu roulant, quasi ininterrompu, des mitrailleuses montées à l'arrière des pick-up et des motos.

«Le camp a été pris d'assaut vers 15 h 30, ils sont venus de tous les côtés. Vers 17 heures, ils sont descendus vers le village, 500 mètres en contrebas. Ils ont fait le tour de chaque concession, pour faire sortir les habitants, les regrouper, et trier ceux qui pouvaient quitter la ville, raconte Moussa (1), un ressortissant de la localité. Ceux qui collaboraient avec l'administration ou les VDP ont été exécutés.» Au moins 20 civils ont été abattus par les assaillants, confirme un autre natif de Mansila, qui estime que «leur objectif était de vider la commune». Comme à son habitude, le Jnim s'est vanté d'avoir récupéré

du matériel militaire : «Trois pick-up, un drone, deux mitrailleuses lourdes, 13 lance-roquettes RPG, 142 fusils d'assaut AK-47, 11 fusils-mitrailleurs PKM, de nombreuses munitions de différents calibres», a énuméré l'organisation dans un communiqué, vidéo à l'appui. On y voit, à la fin du film, sept soldats burkinabè capturés, portant des chaînes autour du cou. Les premiers renforts arrivés à Mansila, quarante-huit heures après l'attaque, auraient découvert 114 corps éparpillés sur le site. Dans son communiqué, le Jnim affirme avoir tué «107 soldats». Soit l'une des plus hécatombes depuis le début de l'insurrection. Il y a neuf ans.

Rupture. Or par deux fois, dans l'histoire récente du Burkina Faso, un président a été renversé à la suite d'une brutale déroute militaire. Roch Marc Christian Kaboré, élu en 2015, a été destitué par un coup d'Etat en janvier 2022, quelques semaines après l'attaque de la garnison d'Inata, au cours de laquelle 53 gendarmes avaient été tués. Un électrochoc pour le pays. Les militaires, humiliés et furieux, passent à l'action : le colonel Paul-Henri Damiba s'empare du pouvoir. En septembre de la même année, Damiba est renversé à son tour. Quatre jours avant le putsch, un convoi de ●●●

Le journaliste Atiana Serge Oulon, victime d'une dérive d'Etat

Comme plusieurs confrères, le courageux directeur du journal d'investigation burkinabè «l'Événement» a disparu après avoir été emmené par des agents de l'Etat, le 24 juin.

Quelques «wahou» admiratifs, et des boules dans la gorge. Des émotions contradictoires ont parcouru l'audience quand le nom d'Atiana Serge Oulon a retenti à l'occasion de la 21^e édition du Prix de la lutte anticorruption, ce 29 juin à Ouagadougou. Le directeur de publication du bimensuel d'investigation *l'Événement* a rafilé le premier prix dans la catégorie presse écrite, devenant ainsi lauréat pour la quatrième fois. Sauf que cette fois, Serge était absent. Et «ça pesait lourdement» selon un participant. Cinq jours plus tôt, le 24 juin, il était cueilli à son domicile vers 5 heures du matin, devant femme et enfant, par au moins neuf agents de l'Etat habillés en civil. Et disparaissait.

Le choc de l'enlèvement de ce journaliste chevronné, courageux et intègre se mesure notamment à l'aune du poids de *l'Événement* dans le paysage médiatique burkinabè. Un journal monument. Né en 2001 pour perpétuer l'héritage de *l'Indépendant*, titre du célèbre journaliste d'investigation Nor-

bert Zongo, assassiné en 1998, *l'Événement* incarne le combat pour la défense des droits fondamentaux et des libertés. Maintes fois réprimé, toujours debout. Son slogan: «L'information est un droit.» Aux manettes depuis 2019, Atiana Serge Oulon, 38 ans, a signé les gros des enquêtes, que les lecteurs s'arrachent, commentent, font tourner – les stocks du bimensuel fondent parfois en quelques heures les jours de parution.

Flair. «Il a insufflé une dynamique nouvelle à *l'Événement*, qui avait connu plusieurs départs», résume un ex-collaborateur, marqué par sa pratique du «journalisme utile» où «le principe d'équilibre a rang de religion». Pur produit de l'université burkinabè – un motif de fierté –, le diplômé en journalisme et en science politique y polit ses atouts pour l'investigation: flair pour «l'anomalie», persistance à sonder chaque hypothèse non réfutée, minutie. Et confère au journal un air de Mediapart. «Lutte contre le terrorisme» au cœur des business de militaires; «Assemblée législative de transition: mystère autour d'un virement de 10 milliards»; «Transition: la patrimonialisation du pouvoir», s'intitulent ses enquêtes récompensées le 29 juin. Grâce à Serge, les lecteurs ont

aussi suivi «les dessous» des putschs de janvier et septembre 2022 – il en tirera un livre.

Sous le régime du président Ibrahim Traoré, les médias doivent choisir leur camp: avec ou contre la patrie. Des journalistes ou chroniqueurs sont menacés, filés, intimidés, voire, dès septembre 2023, visés par des ordres de réquisition sur des théâtres d'opérations militaires. Trois mois plus tard, une réforme du Conseil supérieur de la communication (CSC) autorise ses agents à perquisitionner, saisir le matériel et fermer les médias. Atiana Serge Oulon tient le cap et en paie le

prix. Auditions à la justice militaire, au JSC... une ordonnance sur-mesure est même produite pour le sommer de révéler ses sources (en vain), après son enquête sur le détournement de 400 millions de francs CFA (610000 euros) par un capitaliste du Centre-Nord – le grade et le lieu d'affectation d'Ibrahim Traoré au moment des faits.

«Fascisme». Les pressions se multiplient. Le journaliste relit les copies jusqu'à épuisement, pas question de prêter le flanc. A ceux qui l'investissent, il s'arc-boute derrière ce principe: dénoncer les dysfonctionnements de l'Etat de droit permet de corriger le tir. Fine silhouette aux épaules carrées, minois concentré, verbe tranchant, il est l'un des derniers intervenants au ton libre à accepter le débat dans *7Infos*, émission de la télévision privée BFI, avec l'ex-haut fonctionnaire Kalifara Séké. Ce dernier disparaît le 18 juin. Le programme est suspendu dans la foulée. Le 28 juin, un autre chroniqueur de BFI, Adama Bayala, disparaît à son tour. Les autorités «veulent éteindre définitivement les quelques petites bougies qui permettent encore à notre peuple de voir un peu plus clair dans les maux bugabres», réagit sur le blog *Bendre* le directeur de la Société des éditeurs de presse privée du Burkina Faso, Inoussa Ouedraogo, aujourd'hui en exil. Il dénonce un «fascisme grimpa».

«Vous pouvez ne pas m'aimer mais vous devez aimer votre pays. Nous n'allons pas permettre à des Burkinabè de communiquer contre le Burkina Faso», rétorque Ibrahim Traoré le 11 juillet. «Les arrestations arbitraires, les enlèvements et les disparitions forcées de journalistes, d'activistes et de dissidents sont devenus la nouvelle norme au Burkina Faso», résume de son côté Human Rights Watch. Deux jours plus tard, le 13 juillet, le journaliste Alain Traoré, du groupe Oméga Médias, a été emmené à son tour par des hommes se présentant comme des membres de l'Agence nationale de renseignement. Atiana Serge Oulon tenait la chronique de ces citoyens enlevés, qu'il n'oubliait pas. Qui prendra le relais?

AGNÈS FAIVRE

●●● ravitaillement en route pour la ville assiégée de Djibo, escorté par l'armée, est pris dans une embuscade. Au moins 100 civils et une vingtaine de militaires tombent sous les balles des jihadistes. Le capitaine Ibrahim Traoré, 34 ans, chef du régiment d'artillerie de Kaya, mène un coup de force à Ouagadougou, et arrache les rênes du pays. Radical, le nouveau capitaine-président prône la rupture. En quelques mois, il met fin au partenariat militaire avec Paris et chasse les soldats français du territoire burkinabè. Il se tourne vers la Russie de Vladimir Poutine. Des «instructeurs» russes débarquent à Ouagadougou en 2024 mais ne participent pas aux combats, comme ils le font au Mali voisin. L'armée burkinabè acquiert des blindés, des hélicoptères et des drones armés, dont elle fait un usage intensif, comme en témoignent les images de bombardement vues du ciel diffusées à la télévision nationale. Enfin, le capitaine Traoré accélère le recours aux volontaires pour la défense de la patrie.

Les exactions dénoncées par les organisations de défense des droits de l'homme sont qualifiées de «manipulations» des «impérialistes» afin de «casser le moral» des patriotes.

Le recrutement et l'armement de ces militaires loyalistes explosent. Le chef de la junte refuse catégoriquement l'idée d'une négociation avec les insurgés. «Ce sont des ennemis de la nation, il faut les combattre sans pitié», assène-t-il devant un parterre de VDP le 23 mai. «Dans son discours et sa pratique du pouvoir, Ibrahim Traoré s'est illustré par une conception très manichéenne du conflit en cours. Il a repris finalement le discours assez classique de la «guerre contre le terrorisme», explique Tanguy Quiddeleur, postdoctorant à l'Institut des sciences sociales du politique. Sa position est celle d'une guerre totale, où les civils des zones en guerre seront forcément considérés comme des dommages collatéraux.»

Tueries. Ibrahim Traoré pousse ses troupes. Il réorganise l'armée, crée des brigades d'intervention rapide, censées être plus réactives. Il incite les militaires à reconquérir le territoire national, coûte que coûte. Et couvre systématiquement, jusqu'à présent, les bavures ou les crimes de guerre commis par ses soldats. Les exactions dénoncées par les organisations de défense des droits de l'homme sont balayées d'un revers de main, qualifiées de «manipulations» des «impérialistes» afin de «casser le moral» des patriotes. Les tueries de l'armée et des VDP alimentent pourtant un cycle de vengeances dévastateur. Dans sa revendication, le Jnim affirme que l'attaque du camp de Mansila, le 11 juin, a été menée en représailles aux exécutions sommaires de civils commises par des soldats, un mois plus tôt, dans trois villages situés à une quinzaine de kilomètres (lire pages 10 à 12)

Le lendemain de la prise du camp militaire par les jihadistes, une roquette explose dans la vaste cour de la radiotélévision burkinabè, située près de la présidence, dans le centre-ville de Ouagadougou. Un simple «incident de tir», minimise la chaîne publique trois jours plus tard. Mais qu'il suffit à déclencher une semaine de folles rumeurs dans la capitale, nourries par la disparition momentanée du chef de la junte. Les casernes ont été placées en état d'alerte. Accès de paranoïa du Président? Nouvelle mutinerie? Arrivée de mercenaires russes au secours d'Ibrahim Traoré? «Plusieurs signaux faibles montrent que l'armée est travaillée de l'intérieur par différents réseaux. Le pouvoir n'est pas encore stabilisé malgré ses alliances avec une certaine partie des élites politico-économiques burkinabè», relève Tanguy Quiddeleur. Néanmoins, avec l'effondrement et la mise au pas des corps intermédiaires (partis, syndicats, associations), il apparaît de plus en plus compliqué de voir le changement ou l'alternance venir d'ailleurs que dans les casernes.

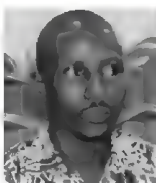
Le capitaine Traoré réapparaît le 20 juin dans son éternel treillis pour balayer les «fake news» des «médias menteurs». «Les mouvements d'humeur, c'est faux, il n'y a rien du tout», assure-t-il. Quatre jours plus tard, la chaîne nationale diffuse des images des frappes de drones de l'armée «pour mater les terroristes qui ont attaqué une de ses positions à Mansila». Alimentant un peu plus la rhétorique revancharde de la guerre civile.

CÉLIAN MACÉ

(1) Le prénom a été modifié.



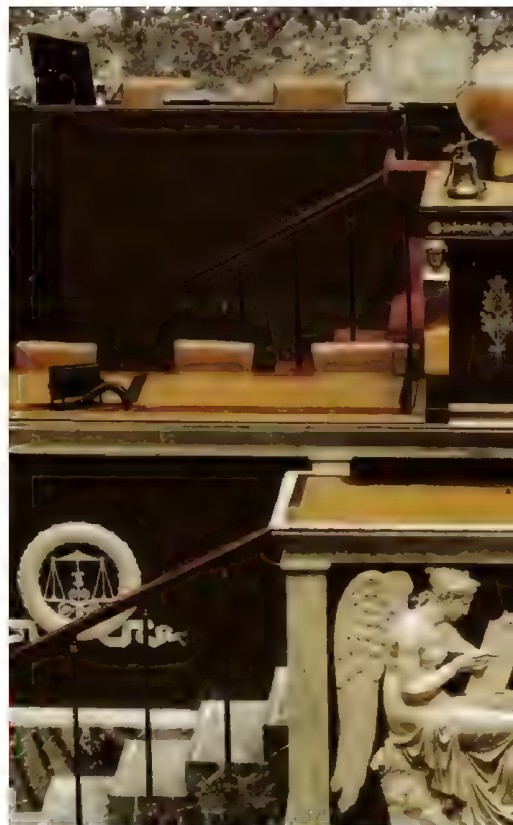
FANNY NOARO KABRE AFP



DR

Présidence Le Palais- Bourbon dans le brouillard

A l'ouverture de la XVII^e législature ce jeudi à l'Assemblée, les députés vont élire leur président. Reconduction de Braun-Pivet ? Un communiste au perchoir ? Surprise consensuelle ? L'issue a rarement été aussi incertaine.



Le perchoir, où siège le président de l'Assemblée. PHOTO ALBERT FACELLY

Par
VICTOR BOITEAU
et **SACHA NELKEN**

Lever de rideau sur une Assemblée en morceaux. Onze jours après les résultats des élections législatives, convoquées à la suite de l'annonce de la dissolution par Emmanuel Macron le 9 juin, les 577 députés ont rendez-

vous dans l'hémicycle à 15 heures, ce jeudi, pour élire leur président. Première séance d'une législature inédite, dans une chambre émietlée en trois parts quasi égales - Nouveau Front populaire (NFP), camp présidentiel et Rassemblement national -, celle-ci doit permettre de désigner le successeur de Yaël Braun-Pivet au perchoir. Si le Premier ministre démissionnaire,

Gabriel Attal, a acté au soir du second tour que «le centre de gravité du pouvoir sera [...] désormais plus que jamais entre les mains du Parlement», personne n'est (encore) capable d'en fournir le mode d'emploi. Sans majorité claire, un gouvernement réduit à la gestion des «affaires courantes» et un bloc de gauche vainqueur d'une courte tête des législatives, mais incapable de

proposer un nom pour Matignon, le brouillard est bien épais.

«BAROQUE»

Jeudi, la XVII^e législature s'ouvrira avec le même visage qu'il y a deux ans : José Gonzalez. En 2022, le député RN des Bouches-du-Rhône avait versé une larme sur l'Algérie de son enfance et son «âme à jamais meurtrie» après l'indépendance.

Charge à lui, doyen du Palais-Bourbon oblige, d'installer le bureau d'âge et de procéder à l'élection du président, entouré des six députés benjamins. Chaque camp, égaré depuis des jours dans des conjectures interminables, espère que le résultat lèvera un coin de voile sur le futur paysage politique. Le chef de l'Etat en premier. L'élection de la présidence de l'Assemblée «va dé-

LES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIE



ANDRÉ CHASSAIGNE

Le patron des députés PCF, André Chassaigne, député du Puy-de-Dôme sans discontinuer depuis 2002, est le candidat unique du NFP pour le perchoir. Les gauches, très divisées

quant au nom de leur candidat à Matignon, se sont plus facilement accordées sur l'êlu de 74 ans. N'étant issu ni du PS ni de LFI, il apparaissait comme un compromis acceptable pour ces deux partis, même si les relations entre lui et Jean-Luc Mélenchon n'ont jamais été au beau fixe... André Chassaigne vante sa «connaissance de l'institution» et son «expérience liée à son ancienneté». En cas de victoire, l'Auvergnat serait le premier communiste à devenir président de l'Assemblée.



YAËL BRAUN-PIVET

Elle y croit. L'ex-présidente de l'Assemblée compte bien remplir. Yaël Braun-Pivet a été désignée, sans trop de concurrence, comme candidate par son groupe Ensemble pour la République (le nouveau nom de Renaissance

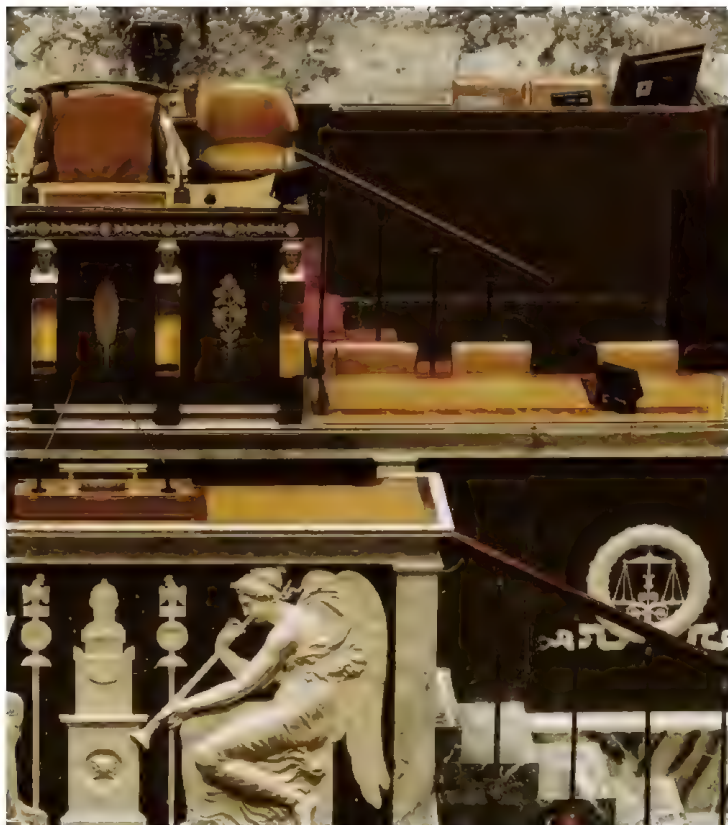
à l'Assemblée). Réélue sans souci, la sortante a très vite commencé les négociations avec d'autres groupes, notamment à droite, pour une alliance. Elle a toutefois démenti les rumeurs de pacte avec le RN pour s'assurer de rester au perchoir. Mais pour contrer une candidature du NFP, elle aura besoin d'aller chercher des voix au-delà du camp présidentiel. LR et Horizons ont déjà déposé des candidatures, mais peuvent les retirer après les premier ou deuxième tours. Enfin, l'ex-présidente ne fait pas l'unanimité au sein même de son camp...



SÉBASTIEN CHENU

Sans trop se faire d'illusions sur ses chances, le Rassemblement national a désigné Sébastien Chenu, député du Nord et vice-président du parti, comme candidat à la présidence de

l'Assemblée. L'ancien membre de l'UMP a rejoint le Front national en 2014, devenant trois ans plus tard son porte-parole, puis son vice-président. En 2022, il est devenu vice-président de l'Assemblée nationale, à la faveur des 89 sièges de son parti dans l'hémicycle. Aujourd'hui, le RN n'étant pas majoritaire et ne comptant pour soutiens qu'une quinzaine d'alliés ciotistes, il n'a guère de chance d'accéder au perchoir. Il a précisé se présenter au moins «pour le premier tour».



terminer le harycentre de la vie politique et parlementaire», avance ainsi l'Élysée.

Le scrutin est codifié. La partie se joue en trois manches. Les deux premières à la majorité absolue, la troisième à la majorité relative. «Tous les groupes vont se compter au premier tour», avance un conseiller parlementaire. Chaque écurie présente ainsi son candidat. La droite version

Wauquiez a choisi Philippe Juvin; les troupes Horizons, l'ancienne vice-présidente Naïma Moutchou. «Pour que ça fonctionne», défend Emilie Bonniard, députée LR de Savoie, il faut une figure indépendante, libre, pas sectaire. Comme André Chassaigne? Après près de trois jours de discussions, le NFP s'est accordé sur le nom du communiste. L'élu du Puy-de-Dôme, député

depuis 2002, a été préféré au socialiste Boris Vallaud, à l'écologiste Cyrielle Chatelain et aux insoumis Mathilde Panot et Eric Coquerel. Pour son expérience, mais aussi pour son côté consensuel. A gauche, on estime qu'il est le seul à pouvoir faire gagner la coalition, avec la conviction que son profil attirerait des élus macronistes, du Modern, de Liot, voire des ex-LR.

Côté macronistes, la sortante Yaël Braun-Pivet espère remplir. Dans sa profession de foi, l'élue vante son bilan, cocktail de «maîtrise [des] débats» et de «recherche de compromis». Dans les rangs de feu la majorité, certains la soutiennent, d'autres auraient aimé de la nouveauté. Devant une quinzaine de députés du groupe Ensemble pour la République (EPR), le nouveau nom de Renaissance à l'Assemblée) reçus à déjeuner mardi à l'Élysée, Emmanuel Macron a lui aussi exprimé ses réserves. «Il n'a jamais parlé de Yaël Braun-Pivet», s'étonne l'un des convives: «Il a évoqué le sujet en disant qu'il ne fallait pas donner l'impression que rien n'a changé.» Pas franchement un soutien pour la candidate du groupe macroniste, élue en 2022 contre la volonté présidentielle, et avec laquelle les relations ont toujours été glaciales.

La sortante pourrait pourtant récolter les voix de la droite et l'emporter. Voir dès le deuxième tour, si le RN lui apporte ses voix. Un baiser de la mort? La boutique de Marine Le Pen présente bien Sébastien Chenu, ancien vice-président, mais sait ses chances de succès nulles. Et garde donc le secret sur ses intentions. «Quand ils ne disent rien, relève une députée Liot, c'est qu'ils mijotent.» «Après le premier tour, tout est possible. C'est un scrutin baroque», étudie un cadre lepéniste. Mardi, devant ses invités, le chef de l'État a en revanche prononcé le nom de Charles de Courson, dont il redoute la candidature. Le député centriste est poussé par ses camarades de Liot, dont l'une des têtes loue «sa probité, son expérience, sa connaissance du moindre détail du règlement...»

Jeu, c'est derrière les épais rideaux de l'entrée de l'hémicycle, donnant sur les salons du «perimètre sacré», que se joueront les tractations entre chaque tour. Loin des regards. «On n'est pas à l'abri d'une candidature au troisième tour qui ne s'est pas présentée aux deux premiers, note Olivier Falorni (Modern). Ce sera sûrement un jeu de dupes jusqu'au troisième tour.» De l'issue de ce premier scrutin à bulletin secret, chaque groupe voudra tirer des enseignements, voire dérouter le récit lui convenant. Si Chassaigne rafle le fauteuil, aidé par la majorité,

la gauche unie poussera (davantage) pour parvenir à désigner un nom commun pour Matignon. La réélection de Braun-Pivet serait lue par le camp présidentiel comme la preuve qu'une alternative à la gauche est possible pour gouverner le pays. Le RN, lui, paraîtrait en faiseur de rois parlementaires. Et la victoire (surprise) de Juvin serait perçue comme les prémices d'un deal entre la droite et les macronistes...

CORDON SANITAIRE

Dans cette Assemblée encore illisible, deux autres temps forts mettront, eux, le barrage républicain une nouvelle fois à l'épreuve. Vendredi, les députés désigneront les membres du bureau de l'Assemblée, organe stratégique comprenant, outre le président, six vice-présidents, trois questeurs et douze secrétaires. L'instance gère la vie du Palais-Bourbon, des finances de l'institution aux sanctions des députés. La répartition des postes s'effectue via un système de points, répartis entre les groupes selon leurs effectifs. Chaque poste vaut un certain nombre de points. D'ordinaire, les présidents de groupe se les répartissent à l'amiable. Faute d'accord, le partage se fait au vote.

Pour le bureau, les macronistes veulent barrer la route au RN et à LFI. La droite, pour qui toutes les forces politiques doivent être représentées, s'y oppose. L'extrême droite, elle, revendique deux vice-présidences, un poste de questeur et un de secrétaire. Et se victimise déjà. «Toutes les forces politiques doivent participer au fonctionnement de l'institution selon nos usages républicains et le règlement intérieur de l'institution», a affirmé mardi Marine Le Pen, craignant un retour du cordon sanitaire. Socialistes, communistes, écologistes et insoumis ont adressé un courrier aux présidents des groupes EPR, Horizons, Modern et La Droite républicaine pour barrer la route à l'extrême droite. Le sujet sera de nouveau sur la table samedi, lors de l'élection des présidents des huit commissions permanentes. Et notamment la stratégie commission des finances, revenant de droit à l'opposition. Reste à savoir, dans cette chambre encore mal rangée, où se trouve chacun. Opposition ou majorité. ➤



PHILIPPE JUVIN

Son nom ne circulait pas vraiment... Le député des Hauts-de-Seine Philippe Juvin a pourtant été désigné pour représenter son groupe - La Droite républicaine - au scrutin de jeudi. L'ex-maire

de La Garenne-Colombes a été préféré à la favorite Annie Genevard. L'élue du Doubs sera candidate à un poste de vice-présidente, déjà occupé de 2017 à 2022. Au sein du groupe, on assure que le changement vise à «sécuriser» la vice-présidence. Manière de dire que la boutique de Wauquiez n'a que de minces chances de décrocher le perchoir. Partisan ouvert d'une forme de coalition avec le camp présidentiel, Juvin pourrait toutefois récolter quelques voix de macronistes peu emballées par Braun-Pivet.



CHARLES DE COURSON

Recordman en longévité à l'Assemblée, le centriste Charles de Courson, figure de proue du petit groupe composite Liot, réel dans la Marne huit fois d'affilée, est lui aussi candidat pour le perchoir.

Ce serait une consécration pour celui qui s'est fait élire pour la première fois en 1993. Ces dernières années, le député s'était notamment illustré pour sa droiture et sa fine connaissance des rouages des institutions. Dans une Assemblée morcelée, où la bataille pour le perchoir se fera au gré de coalitions et de compromis, Courson pourrait faire office de candidat de consensus. Mais à moins de faire rétro-pédaler la gauche - qui le voyait comme un «plan B idéal» - il faudrait un gros concours de circonstances pour qu'il accède au perchoir.



NAÏMA MOUTCHOU

C'est un signal envoyé par Edouard Philippe à ses partenaires macronistes: son parti a choisi de s'autonomiser encore. Alors que Yaël Braun-Pivet bataille pour garder son

siège, Naïma Moutchou représentera Horizons, au moins au premier tour de scrutin - consigne a été donnée aux philippistes de soutenir Braun-Pivet aux deuxième et troisième. L'occasion pour Philippe de compter ses soutiens dans la nouvelle Assemblée. Seule rescapée macroniste dans le Val-d'Oise, l'élue, députée depuis 2017, pourrait mettre à profit son expérience de troisième vice-présidente de l'Assemblée entre 2022 et 2024. Elle n'a toutefois aucune chance d'être élue. **NOA JACQUET**



LIBÉ.FR

Accusé de viol, le réalisateur Samuel Theis placé sous le statut de témoin assisté

C'est un nouveau rebondissement dans l'affaire qui vise Samuel Theis. Accusé de viol, le réalisateur et acteur (qui s'est fait notamment connaître en jouant le mari du personnage interprété par Sandra Hüller dans *Anatomie d'une chute* de Justine Triet) a finalement été placé sous le statut plus favorable de témoin assisté lors d'une convocation le 4 juillet, a annoncé mercredi le procureur de Metz. Il échappe donc à une mise en examen. PHOTO GETTY IMAGES AFP



À la Chambre des lords, mercredi. PHOTO KIRSTY WIGGLESWORTH AP

Le roi Charles III déroule la feuille de route de Keir Starmer

Enrobé de folklore, le discours du roi britannique a établi les priorités du nouveau gouvernement travailliste. Logement, éducation... Le Premier ministre veut des résultats concrets rapidement.

Par
JULIETTE DÉMAS
Correspondante à Londres

En l'espace de quelques semaines, les élections ont redessiné le paysage politique de la Chambre des communes. Comme au retour d'une mi-temps, les

adversaires ont échangé leurs places et de nouveaux joueurs sont apparus, tout frais. Les 411 députés Labour se serrent désormais sur les sièges à la droite du *speaker*, et font face à une opposition éclatée : 123 conservateurs qui ont survécu aux lourdes pertes essuyées par leur parti, 71 libéraux-démocrates, ainsi qu'une poignée de verts, les populistes d'extrême droite de Reform UK, quelques indépendants et – les autres grands perdants des dernières législatives – 9 nationalistes du Parti national écossais (SNP).

Telle était leur disposition, lorsque la «Black Rod» (officiellement «huissière à la verge noire») est arrivée en

grande pompe pour inviter les élus à la suivre jusqu'à la Chambre des lords pour assister au discours du roi. Une affaire toute en capes, traînes, couvre-chefs à plumes, sabres et trompettes d'Etat, qui mélange tant de

couches d'histoire et traditions circonvolues qu'on ne sait plus toujours bien ce à quoi elles font référence. Les députés des bords opposés se sont embolés le pas pour remonter le coudoir dans une démonstration d'amiénié un peu forcée. L'image est frappante : Keir Starmer en Premier ministre et Rishi Sunak en chef provisoire de l'opposition, quand leurs rôles étaient inversés il a seulement quelques semaines.

Le rituel, qui marque le début d'une nouvelle année parlementaire, entasse dans la même pièce les élus en costume-cravate, des lords âgés, et une monarchie encombrée de kilos de tissu orné. Le contraste prête à sourire, mais l'affaire est du plus grand sérieux – elle est au cœur du fonctionnement de la démocratie britannique. C'est au roi qu'il revient de prononcer le discours qui établit les priorités du gouvernement tout juste élu, et de le faire d'un ton égal, quoi qu'il en pense, par devoir de neutralité.

«Équité». Au cours de sa campagne, puis lors de ses premiers discours, Keir Starmer l'a dit, écrit et répété : il veut «rétablir la confiance», «être au service» du peuple et

des travailleurs, et promouvoir la stabilité à travers la croissance. Il en a remis une couche à travers la voix de Charles III, promettant dès les premières secondes un gouvernement «fondé sur des principes de sécurité, d'équité et d'opportunité pour tous». Un projet qui passe par une réforme majeure du système de planification pour accélérer la construction de logements et par un renforcement de la transparence budgétaire avec une évaluation indépendante et systématique des mesures fiscales – une mesure déjà surnommée «Liz Truss», en égard à cette éphémère Première ministre qui avait effrayé les marchés en 2022 en défendant un budget non vérifié. Pas de surprises dans le pro-

gramme, mais une attitude ferme et des mesures très concrètes, en rupture avec ses prédécesseurs conservateurs : Starmer écrit les premières pages d'un gouvernement interventionniste, qui propose à la fois de nationaliser les chemins de fer, de créer une société publique pour l'énergie renouvelable et d'encadrer la pollution des eaux, dramatique dans le pays. Les travailleurs sont au centre des préoccupations, avec l'interdiction des contrats «zéro heure» (sans minimum requis d'heures travaillées) et un renforcement de leurs droits. Les métropoles se verront confier davantage de pouvoirs, comme celui de gérer leurs réseaux de bus, tandis que les locataires seront protégés des expulsions abusives.

Europe. En plus des engagements en matière de sécurité et d'immigration, il est question de moderniser la Chambre des lords en éliminant les pairs héréditaires, de limiter les publicités pour la malbouffe, d'améliorer les services de santé mentale (dans un état de délabrement aigu au Royaume-Uni) et de relever progressivement l'âge légal pour acheter des cigarettes afin de créer une première génération sans tabac (ce qui devait être le grand accomplissement de Rishi Sunak). L'exemption de TVA dont bénéficient les écoles privées sera levée et permettra de financer 6 500 postes d'enseignant dans le public, tandis que des efforts seront faits pour proposer des petits-déjeuners gratuits aux élèves et pour réduire le coût des uniformes.

Sur l'Europe, un rapprochement a été promis, et de nouvelles annonces devraient arriver sous peu, possiblement dès jeudi, lorsque Keir Starmer recevra une cinquantaine de dirigeants européens pour le sommet de la Communauté politique européenne (CPE). Plutôt bien reçu par les verts et les libéraux-démocrates, le programme a toutefois été taxé de «timide» par le SNP. Les syndicats et associations restent pour leur part prudents : les annonces sont faibles, mais il faut encore les voter, les réaliser, et en examiner chaque détail. ◆



LIBÉ.FR
Paris : un automobiliste fonce sur la terrasse d'un café, trois blessés en urgence absolue Mercredi, vers 19 h 30, une voiture a foncé sur la terrasse du Ramus, un café du XX^e arrondissement de Paris, pour une raison qui restait indéterminée en début de soirée. Selon l'AFP, trois personnes étaient en urgence absolue, le conducteur a pris la fuite, mais le passager a été interpellé et était positif aux stupéfiants et à l'alcool. Plus d'informations à lire sur notre site. PHOTO REUTERS



JO 2024 Dans la Seine, le plouf de soulagement d'Anne Hidalgo

Un employé jette un regard autour de lui. « C'est vraiment excitant. » La maire de Paris est attendue. Un mercredi matin agité. La police quadrille le quartier, les curieux se serrent sur le pont de Sully, la presse se colle au bord de la scène. Libé a assisté à la baignade d'Anne Hidalgo, à neuf jours du début des JO. Une brasse de 50 mètres. La nage dans la Seine est un vieux rêve, qui remonte au mandat parisien de Jacques Chirac, et la dépollution une des grandes promesses de la candidature aux JO. « Une fierté », dit Hidalgo. **R.L.A.**

PHOTO DENIS ALLARD

Reportage à lire en intégralité sur Libération.fr

Le jour de carence a fait baisser les arrêts maladie dans l'éducation nationale

L'Insee a publié une note sur les effets du jour de carence (à savoir le délai d'une journée durant lequel l'agent en arrêt maladie n'est ni rémunéré par son employeur, ni indemnisé par la Sécurité sociale) dans l'éducation nationale, éclairant un débat récurrent, ravivé ce printemps par le gouvernement en quête d'économies. Ces agents représentent 16 % du secteur public, soit un échantillon considérable. En outre, les règles d'indemnisation des arrêts maladie dans la fonction publique ont changé trois fois depuis 2012, ce qui forme, relève Méline Hillion, l'auteur de la note, une série d'« expériences naturelles » propices à l'étude

scientifique. Le jour de carence a été introduit en 2012 (par la droite), puis supprimé en 2014 (par la gauche), et réintroduit en 2018 (par la majorité macroniste). Au-delà des économies attendues, une idée sous-tend ce jour de carence : les travailleurs en arrêt maladie de courte durée abuseraient du système de protection sociale grâce à des « arrêts de complaisance ». Et à première vue, la mesure semble efficace : entre 2006 et 2019, l'Insee a relevé une baisse de 23 % de la fréquence des absences pour « congé maladie ordinaire » (soit sans gravité apparente) dans les périodes où le jour de carence était effectif. L'effet est parti-

culièrement visible sur les arrêts d'une journée, réduits quasiment de moitié (-44 %), tandis que les arrêts de deux ou trois jours ont baissé d'environ un quart. Le nombre total de jours d'absence a reculé de 5 %. Seulement cette évolution « ne traduit pas nécessairement une réduction des absences qui seraient injustifiées. En effet, [le] jour de carence peut encourager les personnes malades à travailler ». Ce qui peut aggraver les symptômes des concernés et favoriser la propagation de maladies, et donc augmenter le nombre d'arrêts.

Le jour de carence n'a pas les mêmes conséquences sur toutes les populations : « Les femmes sont plus souvent et

plus longtemps absentes pour raison de santé », tout comme les agents « qui exercent dans un établissement d'éducation prioritaire ». Et si ce jour tend à faire baisser leurs absences davantage que chez les autres, « ces populations continuent de présenter un nombre d'épisodes d'absence pour maladie ordinaire plus élevé que le reste de la population, et sont donc davantage pénalisées financièrement ». Ce qui suggère qu'elles souffrent de « disparités d'état de santé ou d'exposition à des risques professionnels qui subsistent en présence du jour de carence ».

De enjeux bien plus vastes et cruciaux que les supposés « abus ».

FRANTZ DURUPT

500

C'est le nombre de personnes évacuées ces trois derniers jours à Paris « sur les secteurs du quai d'Austerlitz, les bords du canal de l'Ourcq et aussi du canal Saint-Denis », d'après les estimations de Paul Alauzy, coordinateur de Médecins du monde et porte-parole du Revers de la médaille, qui alerte sur l'expulsion des populations précaires avant les JO. Adeline Savy, cheffe de cabinet du préfet d'Ile-de-France, réfute toute accélération. Selon elle, « 400 personnes ont été prises en charge » sur les deux derniers jours. Mercredi, les forces de l'ordre ont démantelé deux campements de migrants (150 personnes) vers le pont de Flan-dre et 80 personnes vers le pont de Stains. (avec AFP)

7 Octobre : « Des civils ont été attaqués immédiatement et systématiquement »

236 pages, dix mois d'enquête, près de 300 vidéos et images analysées... Dans un rapport publié mercredi, l'organisation Human Rights Watch documente l'attaque terroriste du 7 octobre 2023 en Israël. Selon un décompte de l'AFP, 815 civils et 380 militaires ont été tués, tandis que 251 personnes ont été prises en otage. Ces crimes de guerre, que l'organisation qualifie également de « crimes contre l'humanité », ont entraîné la campagne de représailles militaire de l'Etat hébreu dans la bande de Gaza. Ahmed Benchensil, directeur de la communication pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, détaille certaines conclusions de ce rapport.

Vous identifiez les assaillants et leur mode opératoire. Comment avez-vous procédé ? L'implication dans cet assaut de la branche armée du Hamas, les Brigades Al-Qassam, était connue, mais celle d'autres groupes l'était moins. Nous avons pu identifier la participation du Jihad islamique palestinien, du Front démocratique de libération de la Palestine, du Front populaire de libération de la Palestine, à travers leurs branches armées respectives, et enfin des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, anciennement liées au Fatah. Nous avons utilisé des images de vidéosurveillance et de caméras corporelles, mais aussi les images postées sur leurs canaux de communication, en particulier Telegram.

Vous évoquez une attaque planifiée et coordonnée... Tous étaient membres d'une salle d'opération conjointe à Gaza, impliquant au moins dix groupes armés, qui ont géré la planification et l'exécution d'opérations contre Israël, mais également l'organisation d'exercices d'entraînement pour ces combattants. Trois exercices d'entraînement majeurs ont eu lieu entre les groupes depuis 2020, pour se préparer notamment à la prise d'otages, à l'exécution d'un raid ou à des attaques amphibies. L'attaque, très complexe, a ensuite impliqué plusieurs groupes armés, qui communiquaient, coordonnaient,

recouraient à des méthodes tout à fait similaires, par exemple le fait de tirer sur des civils immédiatement après leur arrivée sur les lieux, ou de se filmer.

En quoi cela remet-il en question le narratif du Hamas ?

Dans les réponses qu'ils nous ont adressées, le Hamas, tout comme d'autres groupes, admettent qu'il y a eu coordination, préparation, planification, mais qu'ils ne prévoyaient pas de s'en prendre aux civils. Le Hamas affirme que les cibles étaient militaires. Sauf que cela ne s'est pas passé ainsi. Des civils ont été attaqués immédiatement, systématiquement, et dans plusieurs endroits simultanément, par différents groupes armés. Des maisons ont été incendiées, et lorsque leurs habitants cherchaient à s'échapper pour ne pas mourir asphyxiés à l'intérieur, ils étaient soit abattus sommairement, soit kidnappés pour servir d'otages.

Recueilli par
AGNÈS FAIVRE
 A lire en intégralité sur Libé.fr

Droit de réponse de Stéphane Richard

Stéphane RICHARD regrette que l'article intitulé « Rachida Dati nomme l'ancien PDG d'Orange au conseil d'administration de l'Opéra-Comique », ait cru pouvoir présenter - sans précaution aucune - des interprétations inexactes et tendancieuses concernant M. Stéphane Richard et son parcours professionnel.

Monsieur Stéphane Richard souhaite rappeler tout d'abord que le mandat de membre du Conseil de l'Opéra-Comique est une fonction non rémunérée. Il s'agit d'une mission d'intérêt général, sans aucune contrepartie, au service d'une institution culturelle publique qui participe du rayonnement national.

Il regrette qu'il ne soit pas fait mention des fonctions qu'il occupe depuis plus de 10 ans au Conseil d'Administration de l'Opéra de Paris, ce qui justifie qu'il ait pu être considéré comme qualifié pour rejoindre celui de l'Opéra-Comique, et cela au-delà de sa formation de pianiste et de sa passion pour l'art lyrique. Ses compétences musicales, bien que notables, ne sont pas le facteur déterminant de sa nomination, laquelle repose sur ses compétences et expériences reconnues dans le domaine de la gestion et de la culture.

M. Stéphane Richard rappelle qu'il a quitté ses fonctions de Président Directeur général d'Orange, à l'échéance de ses trois mandats pleins à la tête du groupe, en accord avec les organes de gouvernance de l'entreprise.

Il déplore l'absence de déontologie quant à la référence à l'affaire de l'arbitrage Tapie en ce qu'il n'est pas fait mention que la Cour de Cassation a annulé, dans son arrêt du 28 Juin 2023, la décision de la Cour d'Appel de Paris.

Enfin, il rappelle que les relations professionnelles entre Mme Rachida Dati et lui se sont toujours inscrites dans le cadre des normes et des pratiques habituelles de transparence et d'intégrité, et toute autre interprétation est infondée.



Des députés
nouvellement élus
arrivent devant
l'Assemblée, à Paris
le 9 juillet.

PHOTO DENIS ALLARD

Après le front républicain, place à un «nouveau dépassement»

Pour l'ex-conseiller d'Emmanuel Macron, tous les partis qui ont pratiqué des désistements afin de contrer le Rassemblement national doivent être capables de s'entendre provisoirement pour former un gouvernement de concorde nationale.

Par
**PHILIPPE
GRANGEON**



ABACA

Cofondateur d'En marche et conseiller spécial d'Emmanuel Macron entre 2019 et 2020

Sil la V^e République a fait de la dissolution un puissant instrument de résolution des crises politiques à la discrétion du président de la République, sa mise en œuvre, pour être efficace, implique au moins trois conditions.

Pour être compris dans ses intentions, le chef de l'Etat doit être en premier lieu audible. Les motivations derrière un geste qui reste éminemment politique et risqué doivent par ailleurs être jugées convaincantes, sinon sincères, par les électeurs. Enfin les forces politiques du camp présidentiel doivent être convaincues de la légitimité du geste et, partant, être convaincantes dans leur pédagogie de la dissolution.

Les premiers enseignements du dernier scrutin législatif démontrent que, faute d'avoir réuni ces conditions, la dissolution n'a pas atteint ses objectifs. Le résultat des élections de 2024 n'améliore pas la majorité relative sur laquelle le Président pouvait s'appuyer depuis 2022. Il aggrave au contraire la situation d'instabilité parlementaire. Les trois principales forces politiques du pays connaissent un réordonnement au profit de la gauche qui,

puissant dans sa mythologie de l'unité face au péril, «vole» symboliquement la victoire morale contre le Rassemblement national à l'ancienne majorité présidentielle.

Malgré ses fortes divergences programmatiques, le Nouveau Front populaire est apparu, paradoxalement et de manière momentanée, plus uni que le camp présidentiel, qui sort affaibli du scrutin et a fait étalage de ses divisions sur des enjeux importants tels que le fameux «ni-ni» (ni LFI ni RN). Malgré les atermoiements de certains dirigeants politiques, la stratégie du front républicain a été plébiscitée. Autre enseignement, les électeurs de 2024 ont envoyé peu ou prou le même message qu'en 2022 qui condamnait – au moins pour un an – une partie de la classe politique à s'entendre pour travailler ensemble au niveau gouvernemental et parlementaire. Enfin, dernier enseignement qu'il faut garder à l'esprit, le RN, premier parti politique représenté à l'Assemblée nationale, faute d'avoir obtenu la majorité absolue, attend en embuscade son heure à l'occasion du prochain grand scrutin de 2027.

En laissant entrevoir une possible victoire de l'extrême droite sur la lancée de ses résultats exceptionnels aux élections européennes, la dissolution a plongé le pays dans un état de «stress politique». Après la peur, l'incertitude qui caractérise la situation actuelle crée désormais de l'inquiétude et une très forte attente. Les Français ont su montrer l'exemple avec un puissant sursaut électoral. Afin d'éviter une situation de blocage, les partis du front républicain doivent être capables, pour ne pas décevoir les électeurs, d'un sursaut similaire. Avec ces résultats, que nous disent les citoyens ? A leur manière, ils demandent en creux aux forces politiques de s'entendre provisoirement pour former un gouvernement de concorde nationale. Autrement dit, face au blocage, ils demandent une nouvelle forme de dépassement. Alors que la guerre s'installe sur le continent européen et à la veille d'une élection décisive aux Etats-Unis, quelles sont les conditions d'un tel sursaut ? Les chefs de tous les partis politiques, qui ont mis en œuvre la stratégie de front républicain ont sans conteste un rôle majeur

à jouer. Mais ils doivent faire preuve de responsabilité et mettre de côté leur «éthique de conviction», au profit d'une culture du compromis qui n'est pas ancrée dans nos traditions politiques. Et ce, dans un contexte où la course à la présidentielle de 2027 exacerbe les ambitions.

Face à une situation inédite sous la V^e République, il n'existe aucun modèle ni aucun mode d'emploi pour sortir de ce type d'impasse. En tant que cofondateur d'En marche et ancien délégué général de ce mouvement, qui a fait du dépassement – à ses débuts – sa marque de fabrique, je souhaite, pour tenter de trouver ce chemin difficile, formuler quelques recommandations méthodologiques.

Tout d'abord, il faut laisser du temps aux forces politiques afin qu'elles puissent tâtonner et s'organiser comme elles le font partout ailleurs en Europe, à la recherche de coalitions de gouvernement.

Dans un premier temps, c'est sans doute aux chefs de partis et aux responsables des groupes parlementaires de trouver une issue. La concorde est aussi une affaire de tempérament : il faut que les principaux acteurs en lice partagent l'envie de trouver ensemble un débouché. Pour cela, les dirigeants politiques doivent se respecter et s'écouter, sans oukases ni déclarations outrancières, afin de créer les conditions de la confiance, sans laquelle rien n'est possible. Il est grand temps qu'ils se mettent autour de la table et confrontent leurs points de vue sous le regard des Français. Contrairement aux habitudes, l'accord de gouvernement auquel les Français aspirent devra se faire moins sur les personnes que sur les quelques priorités et les mesures programmatiques à mettre en œuvre au cours des prochains mois. Dans la situation actuelle, le fond et le concret importent davantage que la recherche d'un hypothétique Premier ministre providentiel. Enfin, cette crise inédite suppose aussi que le président de la République invente un nouvel art de présider, privilégiant la pédagogie, l'apaisement et l'unité du pays. Contrairement aux idées reçues, il en est capable.

Si le pire a pu être évité au soir du 7 juillet, mais que les partis politiques attachés aux valeurs républicaines ne réussissent pas à trouver un terrain d'entente minimum comme le souhaitent les Français, alors le pire redviendra possible. ♦

IDÉES/

Ce que ma défaite aux législatives m'a appris sur les électeurs RN

Comment circonscrire la vague de l'extrême droite? Récit d'un changement de conviction politique d'un voisin de palier, par Charles Culioli, candidat NFP défait dans l'Aisne.

La joie de voir la gauche arriver en tête à l'Assemblée nationale rend bien compliqué de raccrocher au placard les peurs et les espoirs anéantis dans des coins où on a tout perdu ; les seconds tours envolés dans quatre des cinq circonscriptions de l'Aisne, après que le RN et l'extrême droite y ont remporté plus de 50 % des voix au premier. Et l'impression de pédaler dans la semoule face aux candidats d'en face qui ne font rien, si ce n'est sourire pleusement entre Jordan et Marine. Pour ne pas sombrer totalement, au milieu des confettis et des vivats de la gauche des métropoles, il faut qu'on puisse se raccrocher aux interstices de lumière qui, le temps d'une poignée de main, d'un regard ou d'un sourire, trahissent une hésitation, un changement, la conviction qu'avec plus de temps tout serait possible. Que la vague du RN pourrait être tarie, que nous aussi nous aurions des bruits de bouteilles de champagne qu'on débouche, qu'on remplirait nos sièges de campagne de centaines de militants et nos verres encore et encore. Car même dans une sourde défaite, il y a des levitations, des arrêts sur image qui laissent poindre tendresse et apaisement à l'horizon. Vlan, tout s'arrête et on a envie de chialer d'ébahissement. Avec beaucoup d'ironie, pour moi, c'était le premier dimanche soir, après l'an-

nonce de notre défaite au premier tour. Sur le pas-de-porte avec Mathieu, Claire, Emilie, Eric, un peu sonnés. Prêts à tout remballer après y avoir un peu cru, que les gens étaient heureux et tellement sympas à La Fère, à Liesse-Notre-Dame, à Guignicourt, à Sissonne, à Villers de la 1^{re} circonscription de l'Aisne, où Charles Culioli était candidat, n'importe. Mais le RN a pesé 21 255 voix, autant dire plus que le nécessaire. C'est à ce moment que le voisin sort, il passe son temps sur le palier à fumer ses clopes, il nous observe. On ne se connaît presque pas mais on se salue souvent, on échange trois bricoles. Je sais qu'il a déjà voté RN, il me l'a dit, il conduit des gamins handicapés jusqu'à Amiens, il fait de gros horaires, il veut renverser la table parce qu'il ne part plus en vacances, qu'il n'a plus d'argent dès le 10 du mois et qu'il ne sait pas comment il fera avec son bébé de 3 mois. Puis il veut virer Macron. Quand il se joint à nos discussions, il nous rappelle souvent que son bébé dort. Il vote RN et il est très sympa. Les premiers jours de campagne il m'a même aidé à ranger mes milliers d'affiches NFP arrivées en palette, juste pour filer un coup de main, sans même dire qu'il est contre, juste par sympathie. Aussi, parce que le livreur bloquait sa voiture, mais ça, il ne me l'a dit qu'en partant. De son porche, il nous voit un peu sonnés, et pour une fois il descend, on se serre

la paluche, il salt qu'on a perdu. On rigole un peu, je lui demande s'il est content de la victoire du RN, puis il me balance : « Vous savez, je n'ai pas le droit de vous dire mon vote, mais vos trucs je les ai lus, c'est pas bête, il y a du bon sens » Il me regarde et il me répète qu'il n'a pas le droit de me dire son vote mais qu'il a lu et que c'était intéressant, puis il sourit et on se comprend. Il n'y a pas de loi qui dit qu'on ne peut pas dire son vote, mais il n'y en pas non plus qui dit qu'on ne peut pas en changer. Car je

pense qu'il a choisi la gauche cette fois-ci. Ce vote à gauche de mon voisin, c'est l'histoire d'une gauche qui doit garder espoir, pas perdre les gens, leur dire des trucs pas bêtes avec un peu de bon sens et alors peut-être qu'on reviendra. Qu'une chose soit claire : nous n'avons pas gagné ces élections législatives, nous ne sommes pas majoritaires, loin de là, le RN est hégémonique dans les têtes et les urnes, mais pour autant nous n'avons pas perdu. Porter du bon sens, c'est avant tout donner un peu

de tendresse et d'amour, dire en filigrane qu'on peut faire pays ensemble, pointer du doigt les limites de l'idéologie, sans rien renier, sans rien nier, dire ce que l'on voit quand on est témoin de racisme et d'antisémitisme, montrer qu'un peu de fraternité protège notre identité et raconter la violence sociale, la brutalisation, l'économie de la rapine que veut Macron, la fiemme des politiques qui refusent de traiter des questions simples avec des réponses simples. C'est aussi remettre les

gens au centre, arrêter d'être des emmerdeurs, des peuseurs d'or, ne pas brosser dans le sens du poil ni raser gratis, mais plutôt faire de la politique bride au cou, souligner que nous sommes le camp de la liberté face au marché, et réencastrent toutes ces offres et ces demandes dans le vrai monde pour qu'on puisse enfin vivre dignement. Le pays demande de l'amour, de la raison, et des couleurs. Il faudra bien tout ça pour que le bébé du voisin dorme paisiblement. ♦

SIGNÉ CULO



Par
CHARLES CULIOLI



Candidat PS dans la 1^{ère} circonscription de l'Aisne

Après la tentative d'assassinat de Donald Trump samedi, le politologue Luc Rouban s'interroge sur ce que la nouvelle violence politique signifie, en France comme aux États-Unis : la remise en cause d'un ordre social, jugé immoral, qui n'arrive plus à s'exprimer dans le vote.

La tentative d'attentat contre Donald Trump s'inscrit évidemment dans une culture politique particulière, propre aux États-Unis, où les assassinats de présidents et de figures éminentes, comme celle de Martin Luther King, ont rythmé les soubresauts d'une Amérique souvent dupe par sa propre passion pour la démocratie. Un pays où la liberté d'achat et de port d'armes à feu a toujours été âprement défendue par les Républicains aux côtés de la National Rifle Association (NRA) comme si tout l'équilibre politique ne dépendait que de la confiance interpersonnelle que les citoyens se portaient les uns les autres dans la même communion envers la règle du jeu nationale, avec des drapeaux étoilés devant les maisons et la conviction de porter la bonne parole dans le monde entier. Des malheurs au « pays du bien » comme autant de rappels que certains pouvaient déchirer ce contrat, des incroyants, des rebelles, des *outlaws* (hors-la-loi). Mais cette analyse n'explique pas la montée en force d'une nouvelle violence politique, plus diffuse, locale, ponctuelle, moins grave dans ses manifestations mais plus inquiétante dans sa banalisation. Cette violence touche les États-Unis mais également la France depuis quelques années. On ne compte plus les agressions, verbales ou physiques, contre les élus locaux, sans parler de celles qui se sont multipliées envers les enseignants, les policiers, les personnels hospitaliers ou des services sociaux. Ce n'est plus la violence politique classique, révolutionnaire et collective, générée par des idéologies et des programmes de transformation de la société. On est loin de la « propagande par le fait » des anarchistes, des attentats d'Action directe, ou des agressions plus récentes de l'ultra-droite, violences organisées par des groupuscules en marge du système politique. Ce n'est pas



La nouvelle violence politique se place sur le terrain de la morale

non plus la violence du terrorisme, forme de guerre asymétrique provenant de l'étranger, et de ses sous-produits comme les actes antisémites. C'est la violence banale du retraité furieux de ne pas avoir de réponse du maire, de élèves excédés par leur maître, de diplômés, sans attaché partisan, sans passé militant, s'attaquant un soir de manifestation à des policiers et incapables d'expliquer leur geste devant le juge. Ils étaient en colère, ils en avaient assez. Le niveau d'acceptabilité de la violence politique est assez élevé dans la société française, comme on a pu le constater lors de l'édition 2024 du Baromètre de la confiance politique du Cevipof. Certes, le recours à la violence est

peu prisé, acceptable par 10 % environ des enquêtés lorsqu'on mentionne les élus, les policiers, les agents des services publics. Mais cette proportion grimpe dès qu'on demande si cette violence est acceptable pour défendre des idées politiques (17 %), pour s'opposer à une réforme (23 %), pour défendre l'environnement ou s'opposer à la dégradation de la nature (33 %). Comment expliquer cette évolution que l'on observe dans tous les pays européens ? Le recours à la violence s'inscrit sur le terrain de la morale. C'est l'indignation morale, bien plus qu'un argumentaire politique raisonné, qui lui sert de support. Et cette indignation a bien été servie par l'évolution du monde politique,

notamment par la personnalisation excessive des décisions et la concentration du pouvoir au sommet. Donald Trump est devenu emblématique d'un pouvoir personnel fort, d'une toute-puissance présidentielle qui l'a menée au bord de la crise de régime lors de l'assaut du Capitole en janvier 2021. Incarner un pouvoir fort, c'est donner l'impression qu'un seul homme fait l'histoire à lui tout seul, qu'il incarne plus qu'il n'exprime une évolution politique décisive. En France, Emmanuel Macron est apparu comme le président le plus détesté de toute la V^e République, concentrant les pouvoirs à l'Élysée, adoptant lui aussi, à sa manière, une pratique des institutions qui a provoqué la révolte,

Lors d'une manifestation contre la réforme des retraites le 21 mars 2023.

PHOTO C. ZANNE/TACCI VU

de l'Assemblée nationale aux manifestations des gilets jaunes ou contre la réforme des retraites. La pratique disruptive de la politique, sans intermédiaire, sans parti politique où se négocient des lois autour de courants et de personnalités fortes, a provoqué la pratique éruptive de la démocratie. C'est la confrontation brutale de conceptions opposées sans médiation, sans espace de conciliation, sans véritable débat contradictoire et patient, qui polarise l'opinion : on est pour ou contre, l'adversaire devient un ennemi puisque le compromis disparaît.

Mais la violence c'est aussi le refus de l'autorité et la mise en cause de sa légitimité. Ce refus se retrouve dans des lieux bien plus modestes, petites communes rurales et lycées de banlieue. Mais ce n'est pas alors le trop-plein de pouvoir qui crée la violence mais bien l'impuissance des élus à résoudre rapidement un problème ou des enseignants à garantir que les diplômés auront une utilité sociale quelconque : « Regarde mon frère, il a un master et il range des palettes dans un hangar. » On y retrouve l'indignation morale suscitée cette fois par une hiérarchie sociale que l'on refuse : au nom de quoi obéir au mensonge social ? L'institution est désacralisée, il ne reste que des interlocuteurs embarrassés de normes bureaucratiques et de discours apaisants, dépositaires d'une autorité qui n'a plus vraiment de fondement.

Ce que la nouvelle violence politique désigne, notamment en France, c'est la remise en cause d'un ordre social, jugé immoral, qui n'arrive plus à s'exprimer dans le vote, c'est la volonté de reprendre en main le réel. On voit bien qu'il existe une convergence entre montée en force des régimes illibéraux, des tentations extrémistes de droite et de la violence politique dans des sociétés où l'idée que l'on triche avec la règle du jeu, celle des élections, mais celle aussi de l'effort au travail ou de la réussite sociale, a gagné du terrain. ◆

Par
LUC ROUBAN



Directeur de recherche au CNRS, Centre de recherches politiques de Sciences-Po

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD

TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Funk - Soul - Funk - House - World - Afrique, Antilles, Maghreb - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines Hi Fi Amplis Cellules DJ Jeux Vidéo Consoles

Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUAIRE EXPERT EN ARTS ASIATIQUES

Achète comptant
porcelaines, statues, vases, bouddhas,
mobiliers, laques, paravents....
Décorations asiatiques : corail, jade....

MAISON ALEXANDRA
06 15 02 23 98
Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Vous avez besoin d'un service ?
Nous avons une solution !
Demandez-nous ce que vous voulez et nous vous le faisons.

JEUDI 18

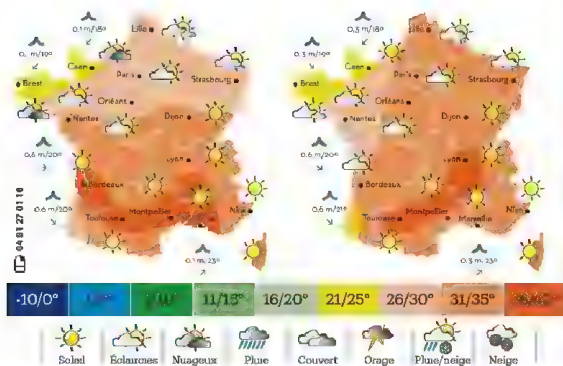
Il fait beau. Le ciel se voile un peu au Nord-Ouest. Quelques bancs de brume sont possibles en campagne. On respire le matin, mais il fait rapidement chaud.

L'APRÈS-MIDI Temps chaud et ensoleillé. Un léger voile d'altitude recouvre le Nord-Ouest. Des pics de chaleurs proches de 38 °C sont possibles en PACA.

VENDREDI 19

Journée pleinement estivale et chaude. Fortes chaleurs au sud d'une ligne Bordeaux / Lyon avec 30 à 35 °C. Un petit tiers Nord-Ouest conserve des températures élevées.

SOIRÉE Temps calme et sec partout.



Agitée	Peu agitée	Calm	Fort	Moderé	Pluie	 www.lachinemeteo.com <small>vos prévisions gratuites à 15 jours</small>		
FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	13	25	Lyon	16	29	Alger	22	29
Caen	14	27	Bordeaux	16	31	Berlin	15	26
Brest	14	22	Toulouse	17	33	Bruxelles	13	25
Nantes	16	28	Montpellier	19	34	Jérusalem	22	33
Paris	14	28	Marseille	19	32	Londres	11	25
Strasbourg	15	27	Nice	22	30	Madrid	20	38
Dijon	16	30	Ajaccio	21	30	New York	24	26

Emploi

annonces@teamedia.fr
01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

EMPLOI ADMINISTRATIF

STI LES DAUPHINS
cité de CHELLIS 77
Recherches

assistant(e)
commercial(e)

Avec expérience logicienne X3 - SAGE
Esprit d'équipe indispensable,
courage, persévérance, un plus
38 heures/semaine,
cantine offerte par l'entreprise
Rémunération : avant
compétences
Envoyer CV à mb@stidauphins.fr

Votre journal



est habilitée
pour toutes
VOS ANNONCES
LÉGALES
sur les
départements

75 93 94

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00
ou par mail :
legales-libe@teamedia.fr



www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tel. 01 86 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération

SARL au capital de
29 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris - 382 028 198

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Copierants
Dow Allon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dow Allon

Directeur de la rédaction
Dow Allon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Guinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphane Alhort,
Laurence Privat,
Alexandra Schwarzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valotou

Rédacteurs en chef
Michel Jacquemont (spécial), Frédéric
Bézard (presse),
Laure Breton (CJ), Gilles
Ducot (presse web),
Christian Lissou
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemnaga (France),
Anne Laure Sauter
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Dauriac (L),
Sonia Delacelle (Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(supplément),
Yann Duval (fortune),
Matthieu Escoffier (idées),
Guillaume Girard
(modes de vie),
Cécile Mathiot
(checknews),
Caroline Paugam (actu),
Djeha Peron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 364 €
tel. 01 86 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES
à CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tel. 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Modi Print (Callargues),
FOR-De Courcy (Lyon),
Nancy Print (Javelle),
CILA (Herz),
Imprimé en France

ACPM
Membre de l'ACPM
CPPAP - 1125 C 80064
ISSN 0535 3763

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
1200 Label européen
N° F1/37/01

Indicateur
d'outillage :
P.Tot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non
restitution de documents
Pour obtenir un journaliste
par mail : info@liberation.fr
prenon.nom@liberation.fr

SUDOKU 5334 MOYEN

5	3	8	7	9	
	2		3		7
8		9	4		5
7	5	2	9	4	3
		6	8		
2	6		5	3	8
6		3	9	4	7
	7				1
	1	5	2	3	

SUDOKU 5334 DIFFICILE

8	5		6	7	
6	7				1
1			4		6
2	1	4			5
4					6
	6	5		8	4
8	1		3		5
					9
4		5	9		6



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

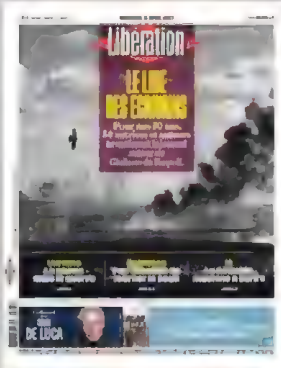
2	7	6	9	8	1	3	4
6	4	3	5	1	7	6	9
8	9	1	2	3	4	5	6
9	6	4	7	5	3	2	1
1	3	2	4	8	6	9	7
5	8	7	2	1	3	4	6
7	2	6	1	4	9	6	3
3	1	6	8	7	5	4	2
4	5	9	3	6	2	7	8

DIFFICILE

5	7	3	8	4	8	2	9	1
1	4	2	5	7	9	3	6	8
2	9	1	2	3	4	5	6	7
3	8	4	9	1	7	2	5	6
6	5	7	2	8	4	1	3	9
4	1	9	7	3	2	5	6	8
7	6	8	9	6	1	4	2	3
8	2	6	4	5	1	7	3	9



Retrouvez les derniers
numéros de Libération
et nos collecteurs sur
notre boutique





Bonnes feuilles Tout d'abord découvrez les premières pages d'un livre de la rentrée. Ce week-end, le nouveau roman d'Emmauelle Lambert, *Aucun respect* (Stock), est écrit à la troisième personne et place une jeune femme face à deux monstres sacrés : l'écrivain Alain Robbe-Grillet et son épouse dominatrice SM Catherine Robbe-Grillet.

PHOTO DORIAN PROUS

LIVRES/



Photo clandestine de Germaine Tillion qui montre ses blessures dans le camp de Ravensbrück en 1944. COLL. PRIVÉE D'ANISE POSTEL-VINAY

Germaine Tillion, faits et gestes

Lorraine de Meaux livre une biographie de la résistante panthéonisée, basée sur ses écrits. De son parcours d'ethnologue à son rôle dans la gestion du cas algérien, en revenant sur son expérience des camps.

«**T**ant qu'on n'a pas tout vu, et le contraire de tout, on n'a pas vécu.» Que Germaine Tillion, morte à 100 ans en 2008, rentrée au Panthéon le 27 mai 2015, ait fait sienne cette citation de Talleyrand n'étonnera plus personne, après la lecture de la passionnante biographie de Lorraine de Meaux. Sa première qualité est d'avoir amplement donné la parole à son «sujet», en recontextualisant avec précision chacun de ses gestes et de ses mots. Démarche rendue possible par la plume si prolifique de l'ethnologue qu'en 1970 elle avoue avoir «acquis vis-à-vis du papier blanc ce qu'on appelle actuellement une allergie», «écrire étant [son] métier. Écrire pour décrire les sociétés

aux structures et fonctionnements éloignés de la nôtre, les comprendre, en échappant à la grille dépréciative en vigueur car le fait colonial triomphe alors, et ainsi faire accepter les différences». Tillion articule sans cesse ce souci ethnographique avec un «*humanisme lumineux*» dont elle deviendra l'incarnation, face «à deux expériences tragiques vécues intimement et collectivement : la France de 1940, l'Algérie en 1954», ce qu'elle nomme son «double apprentissage». À l'œuvre dans celui-ci, sa formation.

Traversée de l'enfer. Disciple de Marcel Mauss et de Louis Massignou, qui renouvellent le regard porté sur les peuples du monde, elle intègre à 24 ans l'équipe du Trocadéro, avant-garde de cette science humaine, futur noyau du réseau résistant du musée de l'Homme, dont elle contribue à la création en 1940. Pour lors, en ces années 30, le talent de la docteure lui vaut de partir en mission chez les Chaouis des Aures. Cette expédition, objectivement risquée pour une femme, est en rupture avec les normes genrées mais en conformité avec sa «culture familiale solide et traditionnelle», profondément catholique et

son éducation, héritière des Lumières, transmises par son père, juge de paix, sa grand-mère et plus encore sa mère, Emilie. Après le décès de son père en 1925, cette dernière poursuit leur commune rédaction des Guides bleus d'Hachette, associant Germaine et sa cadette Françoise à ses voyages, éveillant ainsi leur curiosité. Très complot de ses filles, elle les incite à faire des études supérieures, à acquiescer une autonomie financière. Dépeinte par son aînée comme une «*femme infiniment intelligente [...], convaincue qu'un être humain doit vivre*», elle approuve les projets de l'étudiante. Entre elles naît une relation fusionnelle, rompue par l'assassinat d'Emilie à Ravensbrück, dont l'ethnologue ne se remettra jamais. L'ouvrage retrace l'immersion dans cet «*sauveur monde*» que constitue l'univers concentrationnaire, dans lequel s'affirment la force de Germaine et d'indéfectibles biens, notamment avec Anise Postel-Vinay, «une coalition de l'amitié», sans laquelle «*Kouri*» n'aurait survécu, ni pendant ni après cette traversée de l'enfer.

La Libération est, en effet, pour elle, comme pour son amie Geneviève de Gaulle-Anthonioz qui lui présente alors son oncle, «un

cauchemar», car, ajoute-t-elle, «*ça n'était pas une libération, c'était échapper à des massacres. C'est tout*». L'ethnologue, dont les précieuses notes pour sa thèse ont probablement disparu dans le Trésor de Ravensbrück, est aussitôt happée par deux exigences : «*advocuer ces crimes*» et empêcher qu'ils ne se reproduisent. Dès mai-juin 1945, elle commence la rédaction du *Livre blanc sur la déportation des femmes en France*, puis s'élève contre le goulag soviétique, à l'appel de sa compagne de camp Margarete Buber-Neumann. Une décennie plus tard, la voilà au cœur de la tempête algérienne : à la demande de Massignon, le ministre de l'Intérieur François Mitterrand, lui confie l'observation du traitement des «populations civiles». À partir de juillet 1957, elle est «*promue émissaire officielle du gouvernement auprès du FLN*», bientôt convaincue que seul de Gaulle peut «*sortir la République de la grave crise morale et institutionnelle*». «Le style Tillion», qui préfère la discrétion au brouhaha médiatique, fait d'elle une pièce incontournable du drame qui se joue dans ce pays qu'elle connaît si bien : elle dénonce l'usage de la torture – combat poursuivi jusqu'à la fin de sa vie –, les exécutions et les attaques des indispensables centres sociaux.

Jardin de roses. Elle a aussi un rôle moins connu du grand public : celui de médiatrice entre les deux camps, avec pour seul guide l'esprit de justice. Elle trouve en de Gaulle une oreille attentive à ses suggestions ; elle le harcèle pour obtenir la grâce des condamnés et le convaincre que la paix passe par l'autodétermination. Aux intellectuels de gauche qui lui reprochent cette proximité, elle rétorque qu'elle «*sa sauvé délibérément [...] Algériens et Français de toutes opinions*». Si elle soutient activement l'élection du général à la présidence de 1965, attentive aux aspirations de la jeunesse, elle comprend en 1968 que le temps de «*l'oncle Charles*» est passé. Dans la décennie 70, elle enrichit la réflexion féministe de son enquête «des Femmes dans l'état des structures» et de sa contribution à l'«*Enfermement des femmes et notre civilisation*» au colloque Le fait féminin.

De ces combats, Germaine Tillion sort épuisée, physiquement en raison des séquelles de la déportation, moralement parce que, écrit-elle, être «*avec la guerre d'Algérie comme avec la Résistance française*» la rend malade. Alors face à cette maladie inutile, elle préfère se tourner vers «*l'histoire de l'espèce humaine*» : à 93 ans elle achève son travail le plus abouti – il était une fois l'ethnographie, salué par Lévi-Strauss –, et cultiver son jardin de roses breton. De son parcours en prise avec le tragique du XX^e siècle, elle tire la morale, plus que jamais, sans doute, à méditer aujourd'hui : «*Le temps bouge et tout bouge avec lui, et nous avec ! Dans cette "mouvance du temps", il faut arriver à considérer ce qui est universel et ce qui est personnel et particulier*».

YANNICK KIPA

LORRAINE DE MEAUX
GERMAINE TILLION, UNE CERTAINE IDÉE DE LA RÉSISTANCE, Perrin, 453 pp., 24 € (ebook : 16,99 €)



Expo Le musée Victor-Hugo, situé à Villequier (Seine-Maritime), présente, jusqu'au 29 septembre, une exposition dédiée au roman *Les Travaillleurs de la mer*, rédigé à Guernesey en 1865 pendant l'exil de l'écrivain. Archives et expérience interactive au programme pour plonger dans l'univers maritime du livre et le contexte de sa création. Quai Victor-Hugo, 76490. PHOTO GETTY IMAGES



Conversation Samedi à 11h30, dans le cadre du Festival d'Avignon, rencontre entre les romancières Marie NDiaye (photo) et Delphine de Vigan -dramaturge pour l'une et adaptée récemment au théâtre par Fabien Gorgeart pour l'autre- dans la cour du cloître Saint-Louis, au café des Idées (20, rue du portail Boquier, 84000). PHOTO ORFÈRE

Le Paris vu et revu de Francesco Forlani

L'écrivain, fondateur de «*La Bête étrangère*», dresse un portrait de la capitale, qui regorge d'anecdotes truculentes et de rencontres impromptues.

En ce temps-là la vie n'était peut-être pas plus belle, mais ils étaient jeunes. «*Mais c'était le Paris des beaux jours d'antan, lorsque nous étions très pauvres et très heureux.*» Cette phrase d'Hemingway dans *Paris est une fête*, Francesco Forlani et Massimo Rizzante, futurs écrivains, la citent volontiers, mais ils s'arrêtent avant le «*très heureux*», écrit Forlani à la fin de *Paris sans passer par la case départ*, c'est-à-dire sans toucher d'argent (si vous savez jouer au Monopoly). Leur jeunesse ne se posait pas la question du bonheur. Ils partageaient une mansarde près de Beaubourg, quartier central d'une vie et d'un récit classé par arrondissements. Ce plan de la capitale est plein de pitreries comme de trous. «*Napolitain de Caserte*», Francesco Forlani a 24 ans en 1991 lorsque sa valise en carton le lâche gare de Lyon. Quelques mois

plus tard, une lettre adressée à ses parents prévient de son retour, c'est trop difficile de vivre à Paris. A quoi les bons parents répondent qu'ils arrivent. «*C'était un peu comme si, dans la parabole du fils prodigue, le père t'avait rejoint pour lui dire: "Reste où tu es, ne fais pas de connerie."*» Forlani reste. Il prépare une revue, *la Bête étrangère*, dont la maquette, le numéro zéro et les contributeurs sont autant de repères pour rebondir d'histoire en histoire.

Lascars. Une autre revue agit discrètement dans ces pages: *l'Arcueil du roman* de Lakis Proguidis, avec Milan Kundera en tête d'affiche. Les réunions ont lieu au Lucernaire, rue Notre-Dame-des-Champs (VI^e). Kundera raconte des blagues salaces, à quoi Forlani préfère quant à lui un comique de situation: la porte de la chambre de bonne qui se referme et il est en caleçon sur le palier en plein hiver, ou le plongeon dans le canal Saint-Martin qui conduit les nageurs (dénoncés par un riverain) au poste de police du X^e, sans passer par la case que l'on sait. Quelques très belles femmes offrent un baiser ou un lit. Les Italiens sont ici des gentlemen dragueurs très romantiques.

La Bête étrangère est toujours le fil rouge, ça n'empêche pas de repérer en passant la poésie de l'Incongru, par exemple un landau échappé de *Potemkine* au second étage du bar où les habitués se retrouvent au troisième (au café les Etages, apparemment dans le IV^e). Chez Omar, rue de Bretagne (III^e), tandis que Forlani et les siens lèvent leur verre à la santé de leur *Bête* préférée, trois lascars s'approchent. Au revers de leurs vestes, la flamme du Front national, et comme les fascistes italiens ont le même insigne, la menace est claire. L'Anglais Simon Lane transforme alors sa fourchette en fleuret d'escrime. Francesco Forlani se dit «*communiste dandy*», mais tendance clown, pourrions-nous ajouter. Lane est mort depuis l'écriture de ce livre, l'accordéoniste Franck Lasalle aussi.

Et «*Roger K.*»? On aura reconnu Roger Knobelspiess, le bandit le plus célèbre de la Mitterrandie, gracié, repris, libéré, en tout vingt-six ans de prison. Francesco Forlani va de temps à autre faire la cuisine chez lui. Roger K. n'est à l'aise que dans des pièces qui ont la taille d'une cellule. Il se promène avec un téléphone satellite, et conduit les copains dans un garage où les plaques



Francesco Forlani à Rome, en 2012. PHOTO M. MERCANINI / OPALE

d'immatriculation se changent sans problème. Francesco veut-il utiliser le téléphone pour parler à sa mère? Non, parce qu'elle réclamerait des appels quotidiens. Veut-il une voiture pour aller la voir? Il n'a pas le permis.

Professeur. Fréquenter un voyou repent ne vous remplit pas les poches. Comment financer la revue? En grantant un jeu au bureau de tabac. Comment partir en vacances? En allant sur les bords de Marne. Dans *Par-delà la forêt* (Léo Scheer, 2020) Forlani racontait son expérience de professeur d'italien dans les collèges d'Eure-et-Loir. En-

tre 1991 et 1995 (attentats, grèves), il donne déjà des cours, à des patrons comme à des étudiants. Le matin à Mantes-la-Jolie chez les cimentiers, l'après-midi avenue Montaigne, fief de la haute couture. Il se fait interpréter au Louvre pour des chefs pompiers, à Villejuif dans le service des enfants cancéreux. Avec un homme comme lui, ça devient tout de suite cocasse, ou bouleversant.

CLAIRE DEVARRIEUX

FRANCESCO FORLANI
PARIS SANS PASSER PAR LA CASE DÉPART Traduit de l'italien et du frioulan par Christian Abel. Ardevana éditions, 292 pp., 17,50 €.

DU 21 AU 25 AOÛT 2024

ROCK en SEINE

DOMAINE NATIONAL DE SAINT-CLOUD
AUX PORTES DE PARIS

21 AOÛT 2024 COMPLET

LANA DEL REY
POMME

DU 22 AU 25 AOÛT 2024

**FRED AGAIN... LCD SOUNDSYSTEM
MÅNESKIN · MASSIVE ATTACK · PIXIES
PJ HARVEY · THE OFFSPRING
ZWANYBJS · RAXTER DURY · BLONDE REDHEAD
FRANK CARTER & THE RATTLESNAKES · CHINZO · GLASS BEANS
BOSSIP · INHALEX · JUNGLE · KASABIAN · LOYLE CARNER
OLIVIA DEAN · RÓISÍN MURPHY · SAMPHA · SOULWAX · THE NIVES
THE KILLS · THE LAST DINNER PARTY · YVES TUMOR · ZANO DE SAGAZA**

ET 22 HOMMES EN ARMES & ARTISTES

Et fleuret son rêve

Saoussen Boudiaf Après avoir représenté la France aux JO de Rio en 2016, l'escrimeuse roubaissienne s'apprête à concourir pour l'Algérie à Paris.



Française, surtout française, même si elle portera les couleurs algériennes aux JO. Saoussen Boudiaf, qui a la double nationalité, tirera au sabre, son arme de prédilection, en équipe et en individuel. C'est à Roubaix, sa ville de naissance, qu'elle vit et s'entraîne. On l'avait connue plus jeune, cheveux libres. Désormais, un voile lui enserrait le visage. La religion l'a apaisée après la mort de sa grand-mère, en 2016. L'affaire est personnelle, et n'a pas dicté son choix de l'Algérie, pour son retour en compétition. Une simple opportunité, explique-t-elle. Mais les réseaux sociaux ont spéculé. «Les gens ont fait l'amalgame entre le fait que j'ai besoin de ma foi et mon changement de nationalité sportive», constate-t-elle. Pourtant, ce voile, elle l'avait déjà pendant sa dernière année d'entraînement en équipe de France. Saoussen Boudiaf a signé la tribune «Laissez jouer les hijabeuses», parue dans *Libération* en février 2022. «J'ai l'impression qu'en tant que minorité, on doit toujours se justifier. Je ne comprends pas comment on peut interdire à des femmes de faire du sport.» Son entraîneur de toujours, Cédric Wallard, du Cercle d'escrime de Roubaix, tranche: «Ce n'est pas parce

qu'elle porte le voile qu'elle est différente. Je trouve que cela l'a fait grandir de se positionner ainsi devant le collectif escrime.» Elle le sait, avec ses 30 ans et ses interruptions de carrière, elle n'aurait pas eu sa place parmi les Françaises, premières mondiales de la discipline. A l'Algérie, elle a déjà donné un sacre, championne d'Afrique, et sa qualification aux JO. Là-bas, on la reconnaît dans la rue, à l'aéroport. «La France a trop de bons athlètes pour que cela arrive ici», sourit-elle, pas dupe. Manon Brunet, sabreuse de l'équipe de France, salue le parcours de son amie. «Le goût de son sport lui fait écrire

l'histoire du pays de sa grand-mère dans l'olympisme, note-t-elle. Elle n'était pourtant pas programmée pour le haut niveau.» Saoussen Boudiaf est issue d'une lignée de femmes solides, de celles qui font tenir une famille. Sa grand-mère surtout, un pilier, une force de la nature, qui bougeait ses meubles seule. Arrivée d'Algérie quand celle-ci était encore française. La voilà veuve, deux filles à charge: elle s'est installée à Roubaix, où le travail ne manquait pas, dans la capitale du textile d'alors. «Elle nous a transmis cette force de caractère, je n'ai jamais perdu espoir», dit sa petite-fille. Là pour tenir la maison, quand la mère

de Saoussen Boudiaf est devenue trop malade pour le faire. Toute la famille vivait dans un mouchoir de poche, à proximité de rues. «J'ai perdu ma mère à 6 ans», dit-elle. Le père, de nationalité ivoirienne? Absent, parti quand elle avait 2 ans. L'homme de la famille, c'était le mari de sa tante. Le couple l'a recueillie, car la grand-mère était trop âgée pour avoir la charge de la benjamine de la tribu. Deux frères, une sœur, quatre cousins et une cousine, avec qui elle a grandi. «On se considère plutôt comme une famille recomposée. Toujours tous ensemble», raconte-t-elle. Presque une devise de mousquetaire.

En CM2, découverte de l'escrime pendant un trimestre, merci l'école de la République. Cela tombe bien, la salle d'entraînement est juste à côté. Pas de vocation tombée du ciel, même si la gaminie est une mordue de sport, mais un entraîneur qui va voir la tante, séduit par la vivacité de sa nièce. «Un diamant brut», se rappelle Cédric Wallard. Réponse: on veut bien, mais on ne pourra pas assumer financièrement. Pas un problème, avec les dispositifs d'aides pour payer la licence, le prêt des panoplies d'escrime. Saoussen Boudiaf fonce, sans se poser de question: «Je gagnais, même contre les garçons», sourit-elle. A 15 ans, elle intègre le pôle France jeunes sabre à Orléans, où elle découvre le haut niveau. Consciente des sacrifices de sa famille – les déplacements pour les compétitions coûtent cher – et d'être soutenue sans restriction. Elle a toujours mesuré sa chance, encore plus aujourd'hui, avec ses conférences bénévoles en prison: «Nos parcours de vie se ressemblent. Je n'ai pas vécu dans un cadre idyllique, propice à l'épanouissement d'un enfant. Si tu tombes dans les pièges, c'est difficile de s'en sortir. Je leur montre qu'on n'est pas condamné à l'échec.» Elle le reconnaît, le sport lui a été essentiel, par la discipline, la voie à tracer vers le Graal, la médaille olympique. Elle a fleuré le rêve en 2016, qualifiée tricolore pour les jeux de Rio. «C'est le plus grand sacre qu'on peut vivre, par la rareté de l'événement, tous les quatre ans.» Par l'euphorie de croiser les plus grands athlètes d'être avec tous les Français, amis de l'Insep. La France est favorite au sabre par équipe, et échoue face à l'Italie en quart de finale.

«J'étais dégoûtée, se souvient Saoussen Boudiaf. Tout ce travail pour que tout s'envole en une journée.» Le lendemain de la défaite, elle apprend la mort de sa grand-mère, à Roubaix. Dans ses derniers instants, la vieille dame a demandé à Saoussen avait gagné: la famille a répondu par un pieux mensonge de victoire. «C'est le coup de massue. Je touche réellement le fond», se rappelle-t-elle. Les larmes lui montent encore aux yeux. «Je n'avais goût à rien. Pour les gens, tu as perdu ta grand-mère. Moi, c'était ma mère, ma meilleure amie, c'était mon toit et mon pilier.» Ce désespoir l'éloigne de son sport. «J'en voulais à l'escrime. Ma grand-mère était en train de mourir et j'avais fait le choix des JO. Il me fallait un coupable», analyse-t-elle. Burn-out, diplôme pour devenir aide-soignante. «Sauf qu'au bout d'un an, l'escrime me manquait», dit-elle. L'Insep l'accepte, malgré son année blanche. Mauvais timing: le Covid la renvoie à Roubaix. Le confinement lui interdit d'être hébergée sur place. «C'est là où tu sens la différence de niveau social, là où les autres escrimeurs ont pu avec l'aide de leurs parents avoir un appartement sur Paris», explique-t-elle, sans acrimonie. Elle jette le gant, se marie avec un informaticien, travaille en Ehpad. Mais la vie a ses imprévus: c'est l'Algérie, la patrie de sa grand-mère et les souvenirs d'été et de vacances, qui vient la chercher, en 2021. «J'étais bien dans ma vie, ça me tombe dessus, rit-elle. Mais est-ce que je peux refuser une invitation potentielle aux JO de Paris? Los Angeles ou ailleurs, je n'y serais pas allée. Mais en France, je suis chez moi.» Elle a trouvé lunaires les récents débats sur la double nationalité: «On est tellement loin de toute réalité que cela ne m'atteint pas. C'est une richesse incroyable d'avoir deux cultures.» Elle a voté aux législatives.

«Je me retrouve dans la victoire de la gauche», dit-elle. Merwan Bouchelelag, son cousin-frère comme elle l'appelle, la trouve plus mature dans son jeu depuis l'épreuve du deuil: «Elle sait pourquoi elle est là», dit-il. Saoussen Boudiaf est en compte avec sa grand-mère: elle lui doit une victoire. ♦

31 décembre 1993

Naissance à Roubaix.

Juin 2013 Championne d'Europe junior de sabre avec la France

Avril 2016 Défaite en quart de finale à Rio et mort de sa grand-mère.

Janvier 2020 Arrêt des compétitions.

Septembre 2021 Contactée par le sélectionneur algérien

Été 2024 JO de Paris.

LE PORTRAIT


Par **STÉPHANIE MAURICE**
Photo **STÉPHANE DUBROMEL, HANS LUCAS**

Drôle d'été pour une rencontre

Joan Baez et Bob Dylan, Fidel Castro et Che Guevara, Adam et Eve, le Petit Prince et le renard... Tout l'été, «Libé» vous raconte la magie des premiers instants. Pour le meilleur ou pour le pire.

Libé

Jeudi 18 juillet



**FRANÇOIS
MITTERRAND
ET JEAN-LUC
MÉLENCHON
LA SURPRISE
DE BESANÇON**

Et aussi ■ Nos séries
d'été ■ Une page photo
■ Deux pages de BD
■ Le quiz de l'été...

ÉTÉ / DRÔLE D'ÉTÉ POUR UNE RENCONTRE



Mélenchon et Mitterrand, roman à l'eau de roses

Par
MARCEAU TABURET

La foule se presse ce soir de 1972 dans la grande salle du Kursaal de Besançon. Sous l'imposant lustre central et ses magistrales peintures rappelant le passé circassien du lieu, les jeunes arrivent par paquets, venus écouter un invité un peu spécial. François Mitterrand, costume sombre, air impassible, s'avance sur scène. Le silence s'installe. L'homme d'Épinay, qui règne en maître sur le Parti socialiste et défend bec et ongles l'union de la gauche, prend la parole. A Besançon, berceau de Victor Hugo et de

Fascination Pour l'étudiant trotskiste, le premier secrétaire du PS de l'époque, fervent défenseur de l'union de la gauche, avait tout d'un repoussoir. Mais en 1972, un discours du futur président, en meeting à Besançon, fait « craquer » le jeune militant, pour qui il deviendra un maître à penser.

Pierre-Joseph Proudhon, terre de luttes où la classe ouvrière est bien organisée, le premier secrétaire du PS sait où il met les pieds. Des grèves dures et longues émaillent l'histoire de la ville. L'occupation de l'usine de textile Rho-

diacéta en 1967, qui constitua un prélude aux événements de Mai 68, est dans toutes les têtes. Le cinéaste Chris Marker, réalisateur notamment du documentaire *Le fond de l'air est rouge*, y posa même ses caméras plusieurs semaines. Mitter-

rand ne le sait pas encore, mais l'année suivante, Besançon sera de nouveau l'épicentre de la contestation sociale avec la grève des Lip, action ouvrière parmi les plus puissantes du XX^e siècle. C'est sur ce terrain de braises, où la politique est

partout, que le futur président de la République s'adresse aux Bisontins. La soirée a lieu dans l'une des salles les plus mythiques de la ville, au moment où naît le Programme commun, tournant majeur dans l'histoire du camp progressiste. Mitterrand est venu prendre le pouls du pays, humer les aspirations d'une jeunesse qui, pour une bonne part, était sur les barricades. Dans sa stratégie de conquête du pouvoir, le milieu lycéen et étudiant lui sera nécessaire.

«Ma coque explose»

Au fond de la salle, se poste un jeune homme, entré d'un pas assuré. Il jette un regard dans l'assis-

François Mitterrand
et Jean-Luc Mélenchon,
à Evry (Essonne) en 1981.

PHOTO PASCAL LEBRUN

tance, se place «à un endroit stratégiques». François Mitterrand n'est pas sa tasse de thé. Trop mou, trop réformateur, trop social-démocrate. Lui, ce qui le fait vibrer, c'est de perturber les meetings. Il s'en est fait une spécialité. Monter sur une estrade sans y être invité, prendre la parole, faire du chahut, interrompre un discours: il sait faire. Jean-Pierre Chevènement et Edgar Faure s'en souviennent encore. Il aime «clouer le bec» des puissants. Ce jeune homme, c'est Jean-Luc Mélenchon. Étudiant à la fac de lettres de Besançon où il prépare une licence de philosophie, Mélenchon mène en parallèle une intense vie militante. Il est trotskiste et fait partie de l'Organisation communiste internationaliste, un mouvement dirigé par le discret Pierre Lambert. Son pseudonyme? «Santerre».

Le jeune trotskiste écoute Mitterrand malgré lui, bien décidé à lui river son clou. Mais au fur et à mesure du discours, il n'en revient pas. Voilà que le socialiste de 55 ans parle à son auditoire du droit au bonheur. De ces «petits bonheurs simples de la vie quotidienne que le capitalisme refuse aux gens». Pour l'étudiant en philo, la surprise est totale. Il le vit comme une révélation. «Il me fait craquer au sens littéral: ma coque explose, et il reste vibrant l'amañade. Pourquoi on fait tout ça? Je suis cloué, je n'arrive pas à parler, je n'ai plus envie d'aller lui voler la parole», racontera Jean-Luc Mélenchon plusieurs décennies plus tard (1). La réaction des gens dans la salle l'impressionne. Il se dit que c'est ça, faire de la politique. Parler de choses simples, concrètes, avec fougue et passion, réussir à embarquer une assistance. Selon ses propres mots, Mélenchon n'est pourtant «pas un type fragile», mais ce soir-là, il quitte la salle penaud.

Dans l'itinéraire du futur candidat à l'élection présidentielle, cette première rencontre avec François Mitterrand fut déterminante. Comment continuer à brocarder ce social-traitre et politicien bourgeois à longueur de tracts après le coup de foudre de Besançon? Il hésite dès 1972 à prendre sa carte au Parti socialiste mais ne franchira finalement le pas que plusieurs années plus tard, en septembre 1976 (2). Il jure ne pas l'avoir fait pour Mitterrand, mais pour le Programme commun auquel il croyait dur comme fer. Cette année-là, il croise le futur président. A Lons-le-Saunier, dans le Jura, à l'occasion de la Fête de la rose, les deux hommes se serrent la main et prennent la pose pour le journal local. Première photo ensemble. Le début d'une fidélité à toute épreuve.

Car Jean-Luc Mélenchon va prendre du galon dans l'Écurie socialiste. Il

rejoint l'Essonne et se retrouve propulsé directeur de cabinet du maire de Massy, Claude Germon, en 1978. Une étape importante, selon son entourage. «Jean-Luc devient mitterrandiste avec le temps, il ne l'est pas de la première heure, raconte un ancien proche. Il aime raconter ce flash de Besançon en 1972, mais il devient vraiment mitterrandiste à partir du moment où il travaille avec Claude Germon.» Adepte de la cuisine interne, le jeune militant s'attelle à organiser le réseau mitterrandien en Essonne. Jusqu'au congrès de Metz en 1979, où pour la première fois il est un témoin direct de la façon de faire du «Vieux». La motion de Mitterrand arrive en tête du vote et tout le monde s'attend à ce qu'il fasse la «synthèse» avec ses concurrents. «La synthèse, quelle synthèse?» retorque l'homme de Jarnac. Epoustouffé par ce culot, Mélenchon en tirera des leçons.

PROCHE DU FUTURE

Peu à peu, les deux hommes apprennent à se connaître, se rencontrent de manière plus ou moins formelle, s'apprécient. Mitterrand s'installe à l'Élysée et tout se bouscule. «Quand Mélenchon devient sénateur en 1986, son assise est différente. Il est alors "rattrapé" dans le cercle mitterrandiste», souligne un socialiste historique, pour qui «la dimension affective est venue avec le temps». «Sur la fin de sa vie, Mitterrand s'entend bien avec Mélenchon. Il aime bien parler avec lui, de choses et d'autres. Mais de politique surtout», raconte un ancien cadre du PS qui a bien connu les deux hommes. Une femme joue un rôle clé dans leur relation: Marie-Noëlle Lienemann. Proche de Mélenchon

«Mélenchon surjoue un peu la réalité de sa relation avec Mitterrand, mais pas la façon dont il la perçoit.»

Une proche de Jean-Luc Mélenchon

au sein du courant de la Gauche socialiste et ministre du Logement à partir de 1992, elle endosse le rôle d'intermédiaire. Un été, Mélenchon rend visite au Président dans sa maison de Latche. Les discussions empruntent au registre littéraire, culturel et historique «ils s'échappaient sur les pins des Landes, qui-mait beaucoup Mitterrand mais dont se moquait Mélenchon. Jean-Luc était déjà un admirateur de la Révolution française, alors le Président lui disait que l'histoire n'a pas commencé en 1789», raconte un témoin de l'époque.

Difficile de mesurer avec précision le niveau de proximité qu'ont réellement entretenu les deux hommes. «Mélenchon surjoue un peu la réalité de sa relation avec Mitterrand, mais ne surjoue pas la façon dont il la perçoit. Pour lui, elle a vraiment existé. Et elle a même été fondamentale», estime une proche. La simple évocation du nom de l'ancien président suffit à dessiner un sourire sur le visage de Jean-Luc Mélenchon. Contre vents et marées, il continue de défendre l'héritage du Vieux. Son geste «dégagiste», sa stratégie populiste et ses flèches régulières

décrochées contre le PS ne résistent pas à la mémoire du mentor. La fidélité à Mitterrand est d'abord politique. «Quand je fais le bilan de l'action de Mitterrand, au début, il y a toujours une part de sourire en coin et de ricanement. Les gens s'attendent à ce que j'évoque le permis à points ou ce genre de choses insignifiantes. Mais quand je commence à dire: la nationalisation de toutes les banques, d'en tiers de l'industrie française, l'abolition de la peine de mort ou la décriminalisation de l'homosexualité, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans, les regards changent», expose-t-il en 2016 (3). Elle est ensuite romanesque, passionnée et, osons le terme, sentimentale. «Jean-Luc aimait être à la hauteur du personnage historique qu'a été Mitterrand, dans ce qu'il incarnait d'autorité, de capacité de référence pour les gens. A ses yeux, Mitterrand est celui qui a tenu bon, qui a tenu tête et qui a gagné», confie une cadre de gauche. Lui raconte: «Dans ma vie politique, j'ai connu de nombreux présidents ou chefs d'Etat mais il y a peu de cas où la puissance politique se confond avec le charme et l'affection que François Mitterrand était capable de faire circuler d'un regard.» Malgré les apparences et l'évidente fascination que l'un éprouvait pour l'autre, la relation n'était pas à sens unique. «Mitterrand avait de la sympathie, de l'estime pour Mélenchon, confirme un proche. C'est un garçon intelligent, qui a du talent. Le Président avait tout intérêt à élargir sa sphère et à ne pas se couper du courant de pensée qu'incarnait Jean-Luc.» «Mélenchon n'a jamais été un chouchou, contrebalance une ex-figue du PS. Il ne faisait pas par-

tie des intimes.» Pour le futur leader de La France insoumise, ce passage de flambeau symbolique, d'une génération à une autre, est fondateur. «Jean-Luc a toujours eu cette obsession de former les jeunes. Rappelez-vous la Nouvelle École socialiste, avec Dray et Lienemann. Il y a ensuite eu la génération [Alexis] Corbière [Raquel] Garrido. Et aujourd'hui, c'est [Mathilde] Panot et [Louis] Boyard», retrace une membre de son entourage.

FIDÈLE À SA MÉMOIRE

La mort de François Mitterrand, à l'hiver 1996, reste comme une déchirure. Au congrès de Brest, l'année suivante, Jean-Luc Mélenchon est le seul à avoir un mot pour l'ancien Président à la tribune. «Je m'en tiens à la leçon que m'a donnée peu de temps avant qu'il disparaisse celui dont j'avoue avec fierté qu'il était un maître à penser pour moi, déclare-t-il alors. Il me dit: "Ne cède jamais. Marchez votre chemin." Je marche, monsieur.» «C'était un "coup" dont Mélenchon est coutumier, sourit une figure du PS. Mais c'était bien vu, ça tourne encore aujourd'hui. Ça reste un moment fort.»

Les nombreuses similitudes entre les deux hommes sont évidentes: talents oratoires, intérêt pour l'histoire, attachement viscéral à la gauche... Jusqu'à l'apparence physique, Mélenchon n'hésitant pas, l'hiver, à porter chapeau noir et écharpe rouge comme Mitterrand. Mais pour beaucoup, le parallèle s'arrête là. «Mélenchon a rompu l'héritage, tance un ex-proche. Son rôle en 2022, et déjà en 2017, c'était de refaire Epl'ay. À la place, il a cherché à racher les autres forces de gauche à pas cher.» Une autre: «Dans la période, Mélenchon n'est pas fidèle à Mitterrand. Le Président pouvait être mordant, mais il cherchait à unir le pays. Ce n'est pas ce que fait Mélenchon, qui souffre sur les braises en permanence.» Pourtant, dans ses prises de position politiques, le leader de LFI se dit «fidèle» à la mémoire de l'ex-Président. Et chaque année, à la date anniversaire de la première élection de François Mitterrand à la présidence de la République, Jean-Luc Mélenchon évoque son mentor. En 2021, il écrivait: «Ce 10 mai-là, le soleil ne s'est pas couché. Et depuis il brille toujours à l'horizon: c'est possible, ce sera beau de nouveau.»

(1) Le Choix de l'insoumission,

entretien biographique

avec Marc Enderweld, Saul, 2016.

(2) Mélenchon, à la conquête du peuple

de Lilian Alemnaga et Stéphane Allès,

Robert Laffont, 2018.

(3) Revue Charles n°16, 2016.

DEMAIN LE PETIT PRINCE
ET LE RENARD



Marie-Noëlle Lienemann et Jean-Luc Mélenchon, à Paris en 1997. PHOTO THIERRY DUODOT

La maison hantée, quand notre peur fait boum

Pas si étrange (5/6)
Nombre de pouvoirs et phénomènes mystérieux ont été démystifiés par la science. Aujourd'hui, des histoires de fantômes.

A lors que vous baguenaudez sur les sentiers de campagne, vous sentez poindre l'orage et vous

mettez en quête d'un abri. Il y a bien cette vieille maison abandonnée, en haut de la colline, dont la silhouette se découpe sur le ciel noir... Vous reveniez alors en mémoire ces histoires qu'enfant vos cousins vous racontaient sur ce lieu lugubre. Ils s'y étaient eux-mêmes aventurés, et avaient entendu des bruits étranges, ressenti une inexplicable présence... Le tonnerre interrompt vos reminiscences, et vous vous

surprenez à allonger le pas, laissant la maison derrière vous. Brrr.

Suggestion. En vous abstenant de rentrer dans cette bâtisse, vous vous êtes certainement épargné bien des sueurs froides. Non pas que le lieu fût hanté par les victimes d'un horrible massacre: la baraque n'a, en réalité, jamais été occupée. Mais si l'on se réfère à plusieurs décennies d'études en psychologie,

lorsqu'on nous persuade qu'un lieu a quelque chose d'anormal, notre cerveau est enclin à surinterpréter le moindre grincement.

Dans une expérience menée au milieu des années 90, des chercheurs américains ont invité deux groupes de volontaires à visiter le Lincoln Theater de la ville de Decatur, dans l'Illinois - une salle de spectacle sans histoire. Aux premiers, on expliqua que le bâtiment était en rénovation.

Aux seconds, qu'il avait été le théâtre d'apparitions inexplicables. À la sortie de la visite, plusieurs membres du second groupe relatèrent d'innombrables sensations bizarres... directement liées à leur suggestibilité. Une variante de l'expérience a été réalisée quelques années plus tard, sur plusieurs centaines de volontaires, par le psychologue britannique Richard Wiseman, dans un lieu riche en histoires de revenants: le célèbre Hampton Court Palace, dans le Grand Londres. Après avoir rempli un questionnaire sur leurs croyances paranormales, les visiteurs étaient invités à visiter une aile du château. Certains étaient informés que des phénomènes étranges s'y étaient récemment passés, d'autres que ce coin était notoirement exempt de toute histoire de fantômes. Résultat: les croyants au surnaturel soumis à la suggestion d'une anomalie furent les seuls à relater «des choses étranges», là où tous les autres se sont contentés de bailler devant les colonnades.

Dans un ouvrage de 2011, le même Wiseman narre une affaire plus savoureuse encore: celle du fantôme de Ratcliff Wharf. En 1970, Frank Smyth, éditorialiste d'un magazine britannique consacré au paranormal, relate l'histoire d'un prêtre meurtrier, disparu au début du XIX^e siècle, dont l'âme hanterait les docks de Londres. Trois ans plus tard, dans le cadre d'une série documentaire sur le paranormal, la BBC part sur place, et parvint à recueillir des témoignages de personnes - dont deux officiers de police - persuadées d'avoir

ressenti, ou vu, le fameux spectre Smyth finit pourtant par révéler que l'intégralité de l'histoire était sortie de son imagination, et qu'avant qu'il ne prenne la plume, nul n'avait jamais considéré ce lieu comme hanté.

Exorcisme. Tous ces récits montrent combien il est facile de se monter le bourrichon. Et plus encore quand des bruits d'origine inexplicable sont indiscutablement là, et que tous les visiteurs les entendent. Mais, comme l'ont illustré les volets précédents de notre série, inexplicable n'est pas synonyme d'inexplicable. Lors d'une visite à son laboratoire de Nice, le professeur de physique Henri Broch nous relata une enquête à laquelle il avait pris part quelques années plus tôt. Un couple de la région vivait dans l'angoisse depuis des mois: certains soirs, la chambre à coucher de leur fille était, brièvement, le théâtre de grincements et de claquements assourdissants. Après un minutieux examen des lieux, Henri Broch invita les propriétaires à se rendre sur la terrasse attenante à la chambre à coucher... avec une petite scie à métaux. Et leur suggéra de sectionner la barre en métal, destinée à étendre le linge, fixée dans le mur, qui se dilatait lentement en tournant durant les jours de grand soleil... et reprenait sa place, en grinçant, la nuit venue. Après l'intervention, le bruit cessa à jamais. C'est ce qu'il appelle un exorcisme rondement mené.

FLORIAN GOUTHIERE

DEMAIN DES CHIENS TÉLÉPATHES



Une maison bretonne (et assurément hantée). PHOTOMONTAGE LIBÉRATION MARTIN BERTRAND HANS LUCAS AFF

«40° à l'ombre», après-midi de la crème

Un été au poste (5/6)
Mi-amusé, mi-consterné, retour sur des grands classiques du petit écran. Aujourd'hui, le divertissement postméridien des années 80-90 aux animations et chroniques éclectiques.

O n remonte (un peu) le temps. Les années 80-90. Une autre époque. Vincent Perrot, Caroline Tresca, Marie-Ange Nardi et Thierry Becaro se baladent le long du littoral français et

occupent nos longues après-midi d'été avec *40° à l'ombre*. Longues, parce que leur émission en direct s'étire parfois sur plus de quatre heures. À La Rochelle pour la première, à Biarritz, Lacanau, Arcachon ou Collioure pour les suivantes. L'ambiance est potache, bon enfant. Des blagues, des jeux, des interviews de musiciens et surtout de vieux feuilletons. On a pu apercevoir, temporairement, des épisodes de *Thierry la Fronde*.

La rubrique animalière est celle qui a le plus buzzé. Baptisée «D'âne à zèbre», elle était gérée par un type, Jacques Gourier, qui en avait peur. Des animaux atypiques étaient

utilisés comme des bêtes de foire. L'une d'elles, un lion en l'occurrence, retenu au bout d'un mètre de corde, s'en est pris à la présentatrice Marie-Ange Nardi, qui ne demandait décidément rien. Le dompteur dira quelques secondes plus tard: «C'est un lion qui n'a pas été dressé pour faire de la télévision. Il est fait uniquement pour travailler en cage...». Les téléspectateurs auront alors appris qu'un lion peut être «fait pour travailler en cage». C'est vrai, la savane, c'est old school. Si l'état de Marie-Ange Nardi vous préoccupe, sachez qu'elle s'en est très bien remise. Regardez *40° à l'ombre* avec les yeux de 2024 et un

exercice qu'on vous recommande de ne pas faire, tant certaines séquences semblent avoir bien mal vieilli. Voyez plutôt: l'invité du jour, qui pouvait aussi bien être Franky Vincent que MC Solaar, devait participer au «Jeu de la séduction». Trois femmes en face de lui. En quelques minutes, les présentations sont faites. Laquelle choisirez-vous? Parfois, on demande même leur avis aux gens chez eux. À la décharge de la production, sous 40° à l'ombre, on aurait tous eu le cerveau liquéfié.

MARCEAU TABURET

DEMAIN L'ÎLE DE LA TENTATION

Extraits de la série
«Golikro» (2023).

PHOTOS OLIVIER KHOUDIANI

Jeunes et Goli

Hors du temps (4/5) Il n'y a pas que le «hors champ» ou le «hors cadre»... Cet été, le service photo de «Libé» invite à découvrir d'autres espaces en marge. Aujourd'hui, des enfants font revivre un génie protecteur avec l'Ivoirien Olivier Khouadiani.

OLIVIER KHOUDIANI
Né et basé à Abidjan.

Dans le village ivorien d'Amanikro, des enfants et un photographe ont ramené à la vie le Goli, un génie protecteur de la

tradition du peuple baoulé. C'est «le gardien ancestral, le lien entre le passé, le présent et le futur, entre le monde mystique et le monde des humains», raconte le photographe Olivier Khouadiani. Ici, dans le sud-ouest

du pays, la Fondation Chocolonely veille aux pratiques responsables et égalitaires de la production de cacao et vise notamment à protéger les enfants du travail précoce. Elle sponso- rise également, avec la fondation Noor, un programme éducatif dans le cadre duquel Olivier Khouadiani a réalisé cette série. Dans ces mises en scènes métaphoriques, on voit le Goli prendre plusieurs formes. Le noir et blanc accentue la poésie de ces nouvelles figures magiques. Insectes, végétaux, fleurs, objets deviennent des éléments du corps et du visage des différents masques, tous animés par les enfants, devenus les garants de la force spirituelle et du bel avenir du village.

NATHALIE MARCHETTI

Retrouvez
notre diaporama
sur [Libération.fr](https://www.liberation.fr).



Ce soir, c'est cauchemar

Par Nicole Claveloux éditions cornellus





Que se passe-t-il dans la tête de Nicole Claveloux lorsqu'elle s'endort ? Il y a d'abord Loïc Lalune, le chef décorateur de l'imagination, Lili et Zizi Frisson, spécialistes des sensations, ou encore Madame Reine Bancalé, experte de la mémoire en charge des archives et bien sûr la Grande directrice, Nicole Claveloux elle-même. Mais voilà qu'une belle nuit débarque Charles Chaposec, responsable discernement du département « Logique et raisons », un homme rigide qui souhaite effectuer un contrôle de gestion dans le secteur des rêves. Et c'est ainsi que notre joyeuse bande s'embarque dans un voyage haut en couleur au pays des songes et des cauchemars...

CE SOIR, C'EST CAUCHEMAR
de NICOLE CLAVELOUX
Cornélius,
coll. Solange, 88 pp.,
25,50 €.
À paraître
le 12 septembre.

LE PUZZLE DE COCO



Retrouvez dans chaque parution du 13 juillet au 25 août 2024 une pièce du puzzle à reconstituer et à renvoyer à : Libération - Puzzle 2024 - 113 avenue de Choisy - 75013 Paris. A gagner : un dessin original et dédié de Coco (dix gagnants tirés au sort).

Règlement complet sur Libération.fr ou en flashant ce QR code.



LE QUIZ DU JOUR

Drapeaux et bannières

Par **FABRICE DROUZY**

1 La croix scandinave se retrouve sur les drapeaux et pavillons nordiques, sauf celui de...
A L'Islande.
B La Finlande.
C Le Groenland.
D Les îles Féroé.

2 Le drapeau de la Finlande (une croix bleue sur fond blanc) a un petit nom...
A Siniristilippu.
B Hyvävä huomenta.
C Hyvästi.
D Hyi.

3 Rouge et noir avec une demi-roue crantée, une machette et une étoile dorée. C'est l'étendard...
A De l'Angola.
B Du Bélice.
C Du Burkina Faso.
D De Madagascar.

4 Un pélican noir sur fond jaune. C'est bien sûr...
A Le Saint-Empire romain germanique.
B L'Albanie.
C Le Comté de Bourgogne jusqu'au XV^e siècle.
D La Sydavie.

5 Ils se ressemblent avec leur fond rouge jaune et vert et une étoile noire : deux de ces pays ont des drapeaux très proches.
A La Guinée-Bissau.
B La Guinée.
C Le Ghana.
D Sao Tomé-et-Principe.

6 De loin, on pourrait croire qu'il s'agit de la bannière américaine, mais c'est en fait le drapeau de...
A La République dominicaine.
B La Malaisie.
C Le Costa Rica.
D Haïti.

7 Il est triangulaire. Il s'agit de l'emblème...
A Du Bouthan.
B De la Mongolie.
C Du Népal.
D Du Pakistan.

8 Napoléon a ramené de ses conquêtes des centaines de drapeaux qui se trouvent...
A Aux Invalides.
B Au ministère des Armées.
C Au Louvre.
D Ils ont été brûlés.

9 Un bateau hisse le drapeau tricolore, il veut dire :
A Je suis français bien sûr.
B Ne me gênez pas, je fais du chalutage.
C J'entre dans les eaux territoriales françaises.
D Vin et fromage à bord.

10 «Mille millions de mille sabords... Le signal de la quarantaine!» Quels drapeaux le capitaine Haddock vient-il d'apercevoir ?
A Jaune et damier jaune et noir.
B Jaune et vert.
C Bleu et jaune.
D Rouge et jaune à petits pois.

11 La photo du drapeau rouge flottant sur le Reichstag le 2 mai 1945 a été retouchée parce que...
A Un soldat porte deux montres.
B Le soldat qui tient la bannière n'a pas d'uniforme.
C Un soldat en arrière plan porte un casque allemand.

Réponses : 1-C ; 2-A ; 3-D ; 4-B ; 5-A ; 6-D ; 7-B ; 8-C ; 9-B ; 10-D ; 11-A. Attention : sur Paris, 9-B ; 10-A ; 11-A.

UN POCHE POUR LA PLAGE



Aujourd'hui, dans les Pyrénées enneigées, le premier thriller de Bernard Minier, depuis devenu maître du genre.

Une contre-programmation bienvenue ! Au cœur d'une tempête de neige, dans les Pyrénées, en haut d'un téléphérique, surmontant une vallée encaissée, le cadavre d'un cheval décapité, dressé comme un totem face au vide. Pour ajouter à l'atmosphère hallucinée de cette découverte macabre, un centre psychiatrique pénitentiaire, à quelques kilomètres de là, perdu dans les sapins noirs... Qui a pu commettre cet acte inconcevable ? Avec quelles complications ? Et comment l'ADN d'un

tueur en série enfermé sous haute surveillance peut-il se retrouver sur la scène de crime ? L'ADN de Julian Hirtmann, le meurtrier psychopathe, le mélomane fou, double maléfique du héros, Martin Servaz de la police judiciaire de Toulouse...

Bienvenue dans l'univers de Bernard Minier qui avec *Glacé*, son premier roman paru en 2011, allait s'imposer d'un coup comme un maître du polar. Un thriller qui sera suivi d'une demi-douzaine d'autres (*Le Cercle*, *la Vallée*, *Sauvage*, *Un vilain de nuit*...) vendus chacun à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. Le plus de *Glacé* : des scènes qui marquent les esprits (plus de dix ans après avoir lu le livre, on a encore en tête la scène dantesque du cheval mutilé) et son tueur est à la hauteur d'un Hannibal Lecter, des héros attachants et crédibles, et enfin des ambiances plombées. Vallées noires, brouillards, neige et froid sont omniprésents ; enveloppant les personnages et les lieux d'une présence impalpable. Idéal pour se rafraîchir en ce jour de juillet.

E.D.

BERNARD MINIER
GLACÉ
 Pocket, 736 pp., 9,70 €

LE CHIFFRE À LA CON

